

PEAAD

Bulletin



94 · mars 2026

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu



Activités de l'AAD

Événements de fin d'année

page 14



Focus

L'UE est-elle un acteur mondial?

page 25

DANS CE NUMÉRO

03 Mot Du Président

04 PE au Travail

ACTUALITÉ

06 Un accord équilibré conclu avec le secteur agroalimentaire ouvre de nouvelles perspectives
(Luis Planas Puchades)

07 Les femmes dirigent l'Europe. Le système ne le fait toujours pas.
(Silvana Koch-Mehrin)

08 La fabrication de batteries au sodium : une voie vers l'indépendance énergétique
(Paul Rübzig)

09 Zelensky et l'Union Européenne doivent se dresser contre l'aigle américain et l'ours russe
(Peter van Dalen)

10 Le miracle incompris : la paix européenne
(Alain Lamassoure)

11 Troisième appel
(Michel Pinton)

ACTIVITÉS DE L'AAD

13 Critique du livre

14 Événements de fin d'année

16 Programme PE au Campus

20 Stage Schuman

DÉPÊCHES

21 Activités

22 AAD au travail

IN MEMORIAM

23 In Memoriam

FOCUS

26 L'Union Européenne: un rôle d'envergure mondiale
(Manuel Porto)

28 L'importance de la relation entre Les États-Unis et l'UE: une perspective depuis Washington
(Barbara Comstock)

30 Les impératifs de l'autonomie
(Prof. Jayaraj Amin)

32 Europe, l'urgence de nouvelles routes des échanges
(Michel Scarbonchi)

34 La politique étrangère et de sécurité de l'UE
(Anneli Jäätteenmäki)

36 Le parlement est-il un législateur mature?
(Ana Palacio)

38 L'Union est en mesure d'agir si elle le veut
(Michael Detjen and Rudolf Tillig)

Cover: © Mopic / Adobe Stock

APPEL À CONTRIBUTIONS

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous attirons votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article appartient au comité de rédaction de l'AAD et que, en principe, les contributions des membres qui ne sont pas à jour dans le paiement de leur cotisation ne seront pas incluses. En raison du long délai entre l'appel à contributions et la publication, certains articles peuvent être obsolètes.

AVERTISSEMENTS

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens membres du Parlement européen (AAD) avec le soutien du Parlement européen, qui se charge également des traductions. Toutefois, les opinions exprimées dans les articles représentent celles des membres de l'AAD ou des auteurs invités qui y ont contribué et ne reflètent pas nécessairement celles du Parlement européen ou de l'AAD.

De même, toute publicité ne signifie pas que l'AAD ou le Parlement européen approuvent officiellement le contenu. La réimpression, la reproduction, la distribution ou la diffusion de ce contenu sans l'autorisation expresse de l'éditeur sont interdites. L'utilisation de ce contenu dans tout modèle d'intelligence artificielle générative existant ou susceptible d'être développé est également interdite.

COMITÉ DE RÉDACTION

Monica BALDI
Jean-Pierre AUDY
Manuel PORTO
Teresa RIERA MADURELL
Paul RÜBIG

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Albertina FERREIRA MAGALHÃES
Sarah Carmel BLEAHEN

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tel.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



MOT DU PRÉSIDENT

Chers membres,

Cette année, l'Association des anciens députés du Parlement européen célèbre son 25e anniversaire. Depuis sa création, notre association poursuit un objectif clair et ambitieux: préserver la mémoire institutionnelle du Parlement européen et veiller à ce que les anciens députés puissent continuer à contribuer au projet européen au-delà de la fin de leur mandat parlementaire.

Nos événements de décembre 2025 ont une fois de plus démontré la pertinence de cette mission. Le niveau élevé de participation et de débat a confirmé que nos membres restent profondément engagés et attachés au projet européen. Leur expérience, leur connaissance institutionnelle et leur perspective à long terme ont été très appréciées non seulement par leurs collègues anciens députés, mais aussi par le personnel du PE et le grand public présent. Un rapport détaillé sur ces échanges est inclus dans cette édition du Bulletin.

Cette publication paraît à un moment particulièrement important et difficile pour l'UE et la communauté internationale. Le thème central de cette édition, «L'UE est-elle un acteur mondial?», est donc particulièrement opportun. Les relations entre l'Union européenne et les États-Unis, longtemps considérées comme un pilier de la stabilité mondiale, sont actuellement en cours de réévaluation. Si le partenariat transatlantique reste ancré dans des valeurs démocratiques communes et des décennies de coopération, des divergences sont apparues dans des domaines tels que le commerce, la politique industrielle, la sécurité énergétique et, en particulier, la défense et la gouvernance mondiale.

Dans ces circonstances, l'Union européenne doit agir avec clarté et cohésion. Elle doit maintenir une relation transatlantique forte et constructive tout en renforçant sa



propre capacité à agir avec unité, résilience et crédibilité stratégique. Je souscris pleinement aux propos de la présidente Von der Leyen, qui a déclaré: «Nous sommes collectivement, fermement et sans équivoque aux côtés de nos États membres face à toute menace», et j'exprime notre solidarité avec nos collègues et citoyens de Chypre, un État membre de l'Union qui assure la présidence du Conseil à un moment très difficile et délicat.

Dans ce contexte de tensions régionales accrues et compte tenu de l'annulation de la Conférence des organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC) prévue du 15 au 17 mars 2026 à Nicosie (la réunion aura lieu à distance), la visite de l'AAAD à Chypre, prévue du 25 au 27 mars, a aussi été annulée. Bien que nous regrettions de ne pas pouvoir organiser ces échanges en personne, nous les tiendrons en ligne, ce qui nous permettra de maintenir le dialogue avec nos homologues chypriotes malgré les circonstances.

Cette édition coïncide également avec la Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars. Il s'agit d'une occasion importante de réfléchir aux progrès accomplis et aux défis qui restent à relever. Plusieurs de nos membres ont été de fervents défenseurs des droits des femmes pendant leur mandat et poursuivent aujourd'hui cet engagement à travers des initiatives politiques, culturelles et civiques. Les ambitions de l'Union Européenne ne peuvent être réalisées sans une action déterminée en faveur d'une véritable égalité des chances.

En juin, nous nous réunirons à nouveau pour nos événements annuels, les 2 et 3 juin 2026. À cette occasion, nous organiserons une exposition spéciale pour notre 25e anniversaire au Parlement européen, préparée sous la direction de Monica Baldi, vice-présidente de l'AAAD. Comme le veut la tradition, nous rendrons hommage aux anciens membres décédés en 2025 et 2026, en honorant leur engagement et leur dévouement à l'idéal européen. Nous élargissons également de nouveaux membres conseil d'administration de l'AAAD, afin d'assurer la continuité et le renouvellement de notre direction. Je vous encourage vivement à participer à ce moment important dans la vie de notre association.

Nous avons choisi «Engagement pour l'Europe» comme message directeur pour cette année. Alors que nous commémorons un quart de siècle de travail de notre association, nous réaffirmons notre devoir commun de défendre les principes sur lesquels l'Union a été fondée et de contribuer, avec sagesse et expérience, à son développement futur.

Puisse cet anniversaire renouveler notre confiance dans la capacité de l'Europe à persévérer, à s'adapter et à montrer la voie. Je vous souhaite une lecture inspirante et me réjouis de vous accueillir en juin pour nos événements annuels.

Avec mes meilleures salutations,

Dr. Klaus Hänsch
Président de l'AAAD

Dossiers clés

Renforcer le soutien de l'UE aux investissements dans le domaine de la défense

(session de décembre - P10_TA(2025)0320)

Les députés européens ont approuvé les mesures prévues dans le cadre du plan ReArm Europe visant à renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne en orientant les fonds de l'UE vers les investissements dans le domaine de la défense. À la suite d'un accord provisoire conclu le 5 novembre 2025, la législation modifie les programmes existants de l'UE, l'objectif étant d'augmenter le financement des investissements liés à la défense.

L'UE va progressivement supprimer ses importations de gaz russe

(session de décembre - P10_TA(2025)0330)

Le Parlement européen a approuvé une législation qui interdira les importations de gaz naturel russe afin de protéger la sécurité énergétique de l'UE contre l'utilisation de cette ressource comme arme par la Russie. Le gaz naturel liquéfié russe vendu sur le marché spot sera interdit dès l'entrée en vigueur du règlement début 2026. En outre, les importations de gaz par gazoduc devraient prendre fin d'ici le 30 septembre 2027. La loi prévoit des sanctions pour les États membres afin de garantir le respect de ces dispositions.

UE-Mercosur : les députés européens demandent un avis juridique sur sa conformité avec les traités de l'UE

(session de janvier - P10_TA(2026)0008)

Le Parlement européen a voté en faveur d'une demande d'avis juridique auprès de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) afin de déterminer si l'accord UE-Mercosur est conforme aux traités de l'UE. La résolution a été adoptée à une faible majorité, avec 334 voix pour, 324 contre et 11 abstentions. Une deuxième proposition visant à obtenir un examen juridique a été rejetée. La CJUE va désormais évaluer la base juridique de l'accord de partenariat UE-Mercosur et de l'accord commercial intérimaire. Le Parlement ne peut pas voter sur l'octroi de son consentement tant que la Cour n'aura pas rendu son verdict.

Soutien à l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Groenland

(session de janvier - P10_TA(2026)0012)

Le PE a rejeté le projet américain d'acquisition du Groenland. Il a averti que cette acquisition porterait atteinte à la souveraineté, à la cohésion de l'OTAN et à la sécurité transatlantique. Les États membres de l'UE et les représentants danois ont souligné que le statut du Groenland relevait exclusivement de la compétence du Danemark et du Groenland. Le Groenland est un territoire danois autonome couvert par un traité de défense conclu entre les États-Unis et le Danemark en 1951.

Lutter contre les pénuries critiques de médicaments

(session de janvier - P10_TA(2026)0001)

Le PE a adopté des propositions visant à améliorer la disponibilité et l'approvisionnement en médicaments essentiels dans l'UE. La proposition vise à réduire la dépendance vis-à-vis des pays tiers et à renforcer la compétitivité pharmaceutique. Suite à une proposition de la Commission de mars 2025, le règlement traite des pénuries, dont plus de la moitié sont causées par des problèmes de fabrication et d'approvisionnement en substances actives. Il vise aussi à améliorer l'accès aux médicaments confrontés à des défaillances du marché.

Asile: vote sur les nouvelles règles relatives aux pays d'origine sûrs et aux pays tiers sûrs

(session de février - P10_TA(2026)0025)

Des modifications ont été apportées aux règlements de l'UE relatifs à la procédure d'asile. Afin d'accélérer le traitement des demandes, une liste commune des pays d'origine sûrs pour les demandeurs d'asile a été établie. Cette liste comprend le Bangladesh, la Colombie, l'Égypte, l'Inde, le Kosovo, le Maroc et la Tunisie. Les pays candidats à l'adhésion à l'UE sont présumés sûrs, sauf en cas de risques spécifiques. Les règles actualisent également la notion de pays tiers sûr, permettant de rejeter les demandes si les demandeurs peuvent y être renvoyés.

Loi européenne sur le climat : objectif de réduction des émissions de 90 % pour l'UE d'ici 2040

(session de février - P10_TA(2026)0031)

À la suite d'un vote au Parlement, l'UE sera tenue de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 90 % d'ici 2040 par rapport aux niveaux de 1990, ce qui lui permettra d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Le système ETS2, qui couvre les émissions de CO2 provenant de la combustion de carburants dans les bâtiments et les transports routiers, entrera en vigueur en 2028. Les progrès seront évalués tous les deux ans.

Le Parlement approuve un programme de prêts de 90 milliards d'euros pour soutenir l'Ukraine

(session de février - P10_TA(2026)0035)

Un prêt de 90 milliards d'euros a été approuvé pour soutenir l'Ukraine en 2026-2027. 60 milliards d'euros serviront à renforcer les capacités de défense, tandis que 30 milliards d'euros fourniront un soutien macrofinancier et budgétaire via la facilité de l'UE pour l'Ukraine. Ce prêt, financé par un emprunt commun de l'UE, est subordonné à la mise en œuvre de réformes démocratiques et anticorruption. L'Ukraine le remboursera dès qu'elle aura reçu les réparations de guerre de la Russie.

Propositions du Parlement pour éradiquer la pauvreté dans l'UE d'ici 2035

(session de février - P10_TA(2026)0049)

Le Parlement européen appelle à l'éradication de la pauvreté dans les États membres de l'UE d'ici 2035, la qualifiant de violation de la dignité humaine. L'accent doit être mis sur la lutte contre la pauvreté infantile, qui touche un enfant européen sur quatre. En outre, les députés européens demandent 20 milliards d'euros pour financer des mesures de lutte contre la pauvreté infantile, renforcer la protection des travailleurs, garantir l'accès universel aux services publics et mettre en place un plan d'action européen contre le sans-abrisme d'ici 2030.

Les autres principaux dossiers discutés lors des sessions plénières étaient :

17.12.25

Les députés européens ont débattu et voté le projet de résolution « **My Voice, My Choice** ». Cette initiative citoyenne, **soutenue par plus d'un million de signatures**, exhortait la Commission à créer un mécanisme volontaire financé par l'UE afin de faciliter l'accès à l'avortement sûr et légal dans tous les États membres participants.

18.12.25

Le PE a **condamné l'escalade des attaques hybrides menées par la Biélorussie contre la Lituanie**. Les députés européens ont dénoncé les violations de l'espace aérien, les cyberattaques et la migration utilisée comme arme. Ils ont exprimé leur solidarité avec la Lituanie et ont appelé à des **sanctions plus sévères et à une coopération plus étroite entre l'UE et l'OTAN**.

15.01.26

La commission des affaires étrangères du PE a exhorté l'**UE à renforcer son autonomie stratégique dans un contexte d'évolution de la politique étrangère américaine**. Les députés européens ont réaffirmé le rôle essentiel des États-Unis au sein de l'OTAN et ont appelé à maintenir le soutien à l'Ukraine. En matière commerciale, ils ont souligné que le partenariat entre l'UE et les États-Unis était le plus important au monde et ont encouragé les efforts visant à supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires afin d'approfondir la coopération économique.

15.01.26

Les députés européens ont débattu d'un **renforcement de l'application des lois européennes afin de lutter contre les deepfakes générés par l'IA et les contenus sexuels illégaux en ligne**. Ce débat fait suite à des allégations selon lesquelles le chatbot Grok de X aurait créé des images explicites de femmes et de mineurs. Les députés européens devraient plaider en faveur de mesures plus strictes dans le cadre de la loi sur les services numériques et de la loi sur l'intelligence artificielle.

22.01.2026

La violente répression des manifestants par l'Iran a été condamnée par le PE. Les députés européens exigent la fin des exécutions et la libération des détenus. Ils ont appelé à l'extension des sanctions de l'UE, à la désignation comme organisation terroriste du Corps des gardiens de la révolution islamique et à subordonner les futures relations de l'UE au respect de la démocratie et des droits de l'homme.

26.01.26

Les ministres chypriotes ont présenté les **priorités de la présidence** du Conseil aux commissions du Parlement européen. Leurs **priorités portent sur la compétitivité, la sécurité et la défense, la justice, l'agriculture et la sauvegarde d'une Union européenne mondiale**.

27.01.26

Le 27 janvier 2026, le Parlement européen a commémoré la **Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste** lors d'une session plénière extraordinaire. Tatiana Bucci, survivante de l'Holocauste, s'est adressée aux députés européens et **une minute de silence a été observée pour marquer les 81 ans de la libération d'Auschwitz**.

12.02.26

Le Parlement européen appelle à **l'éradication de la pauvreté dans les États membres de l'UE d'ici 2035, la qualification de violation de la dignité humaine**. Les députés européens demandent 20 milliards d'euros pour financer des mesures de lutte contre la pauvreté infantile, renforcer la protection des travailleurs, garantir l'accès universel aux services publics et mettre en place un plan d'action européen contre le sans-abrisme d'ici 2030.

12.02.26

Le Parlement a adopté une résolution soutenant **l'engagement continu de l'UE en faveur du plan européen de lutte contre le cancer**. En 2024, 2,7 millions de personnes ont reçu un diagnostic de cancer dans les États membres de l'UE et 1,27 million de personnes en sont décédées. Les députés européens demandent un **financement spécifique pour la santé dans le budget 2028-2034**, un meilleur accès aux traitements et une protection renforcée contre la discrimination financière à l'égard des survivants.

12.02.26

De nouvelles règles visant à **protéger les agriculteurs contre les pratiques commerciales transfrontalières déloyales** ont été adoptées par le Parlement. Les autorités nationales peuvent agir de leur propre initiative, coopérer via les systèmes d'information de l'UE et enquêter sur les acheteurs non européens. Ces mesures garantissent aux agriculteurs une rémunération équitable et améliorent la coordination des actions au sein du marché unique.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site: <http://www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/plenary>



UN ACCORD ÉQUILIBRÉ CONCLU AVEC LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE OUVRE DE NOUVELLES PERSPECTIVES

La signature de l'accord d'association et de commerce entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) marque un tournant historique dans nos relations stratégiques et commerciales avec l'Amérique latine.

Ces derniers temps, il est surprenant de constater la polémique que suscite cet accord, alors même que ce traité commercial de l'Union compte parmi ceux qui prennent le plus en compte les intérêts de nos produits agricoles et qui affichent les plus grandes ambitions en matière de durabilité. Du fait que l'Union européenne est une puissance agroalimentaire, il constitue par ailleurs un levier pour développer nos exportations.

L'essentiel du chapitre agroalimentaire a été clôturé en juin 2018, un an avant la conclusion, en décembre 2019, de l'accord politique entre l'Union et le Mercosur. Depuis lors, des améliorations ont été apportées à l'accord, grâce, non seulement au renforcement des engagements en matière d'environnement et de travail, mais aussi à de nouvelles propositions de mesures de la Commission européenne, telles que des garanties protégeant nos produits sensibles contre toute

augmentation préjudiciable des importations, le renforcement des contrôles des produits importés et l'augmentation du nombre d'audits réalisés sur place, dans les pays d'origine.

Tous les produits commercialisés dans l'Union doivent respecter les normes élevées de notre réglementation sanitaire et phytosanitaire, afin de protéger les consommateurs européens. Aucun accord ne peut faire l'objet de négociations sur cet aspect: les producteurs souhaitant vendre leurs produits sur le marché communautaire doivent s'adapter. Pour renforcer encore cette position, la Commission européenne a proposé de modifier les règles de façon à interdire l'entrée sur le territoire européen de produits présentant des traces de produits phytopharmaceutiques prohibés au sein de l'Union.

L'accord protège nos productions agricoles en réduisant progressivement les droits de douane et en instaurant des quotas pour les produits les plus sensibles, tels que la viande bovine et la volaille, le sucre, le miel ou le riz, de sorte que les droits réduits s'appliquent aux volumes qui ne représentent qu'entre 1 et 2% des produits consommés au sein de l'Union.

L'étude publiée par le Centre commun de recherche en 2024 montre que, y compris en tenant compte des effets combinés avec d'autres accords commerciaux, le résultat est plutôt équilibré et que le solde des exportations agroalimentaires de l'Union a même augmenté.

Ces accords commerciaux créent davantage de marchés pour nos produits agricoles et permettent de diversifier les pays fournisseurs de matières premières essentielles. Ils améliorent ainsi la résilience de l'approvisionnement alimentaire et

contribuent à la sécurité alimentaire des Européens.

L'accord avec le Mercosur ouvre des perspectives intéressantes pour les productions espagnoles, notamment parce qu'il libéralise progressivement 93% des lignes tarifaires agroalimentaires. Ainsi, la suppression de droits de douane élevés sur des produits tels que l'huile d'olive, le vin et les spiritueux, la viande de porc, les fruits et les légumes, les épices, les confiseries ou les fromages (compris entre 10 et 35%), pourrait stimuler nos exportations.

En outre, il renforce la protection contre les contrefaçons, en sécurisant 344 appellations d'origine et indications géographiques protégées européennes.

Il prévoit par ailleurs la suppression des obstacles bureaucratiques et autres barrières non tarifaires, ce qui permettra d'accélérer les procédures d'exportation, de les simplifier et de les rendre plus prévisibles.

En ce qui concerne le secteur européen de l'élevage, la suppression des droits à l'exportation améliore également l'approvisionnement en matières premières pour l'alimentation animale, comme les graines de soja, que nous ne produisons pas en quantité suffisante.

Cet accord représente une évolution historique qui, dans un climat de protectionnisme et de guerre tarifaire, prône le recours au commerce pour accélérer le progrès économique, social et environnemental au sein des deux blocs, et ce, dès que le processus de ratification des accords sera achevé.

Luis Planas Puchades

SOC, PSE, Espagne (1986-1993, 1993) Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (Espagne)



Luis Planas Puchades, ministre espagnol de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, avec Antonio Tajani, ancien président du Parlement européen.

© Union européenne 2018 - Source : PE

LES FEMMES DIRIGENT L'EUROPE. LE SYSTÈME NE LE FAIT TOUJOURS PAS.

Depuis deux décennies, l'Union européenne offre au monde une image rare: celle des femmes non seulement présentes dans la vie politique, mais qui en déterminent l'orientation depuis les plus hautes sphères. Cette situation est d'autant plus significative, car elle coïncide avec des chapitres difficiles de l'histoire de l'Europe: l'élargissement, une intégration plus poussée et des crises qui ont mis à l'épreuve la cohésion et la capacité d'action de l'Union.

Cette histoire dépasse le cadre d'un seul dirigeant. Ce qui est remarquable, c'est que l'Union commence à normaliser une situation qui reste exceptionnelle à l'échelle mondiale: des femmes occupant simultanément plusieurs postes politiques et économiques de premier plan.

Aujourd'hui, deux Premières ministres illustrent le pouvoir des femmes à influencer le cours de la politique. La Danoise Mette Frederiksen (S&D) a contribué à donner le ton à la nouvelle posture de l'Europe en matière de sécurité. Lorsque le Danemark a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, elle a fait de l'indépendance sécuritaire et du renforcement des capacités de défense européennes des priorités centrales. Elle a également influencé le débat européen sur la migration: l'approche restrictive du Danemark sert de plus en plus de modèle pour repenser la politique migratoire à l'échelle de l'Union, admirée par certains, critiquée par d'autres.

Parallèlement, l'Italienne Giorgia Meloni (ECR) est devenue une voix influente au sein du Conseil européen, en particulier sur la question migratoire. Elle a réuni des dirigeants «partageant les mêmes idées» (dont Mette Frederiksen), afin de promouvoir ce qu'elle appelle des «solutions innovantes». Les analystes notent que, autrefois ostracisée, elle occupe désormais le devant de la

scène en Europe et joue un rôle clé dans les relations transatlantiques. À Bruxelles, cette influence croissante est souvent décrite comme un pouvoir de facto dans la définition de l'ordre du jour des débats majeurs du Conseil.

Au niveau de l'Union, la liste est tout aussi impressionnante. Ursula von der Leyen (PPE) est à la tête de la Commission européenne, elle définit les priorités stratégiques et dirige le collège des commissaires. Roberta Metsola (PPE) préside le Parlement européen, définit son programme législatif et représente l'institution sur la scène internationale.

Kaja Kallas (Libéraux), haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission, coordonne la politique étrangère de l'Europe. Dans le domaine économique, Christine Lagarde dirige la Banque centrale européenne, tandis que Nadia Calviño (S&D), ancienne vice-Première ministre et ministre de l'économie espagnole, occupe le poste de présidente de la Banque européenne d'investissement.

Le message est fort. Mais il ne doit pas conduire à la complaisance. Après les élections de 2024, la proportion des députées au Parlement européen est passée de son niveau record de 41% en 2019 à moins de 40 %, inversant pour la première fois une tendance jusque-là ascendante.



Aucun parlement national d'un État membre n'atteint la parité. Les écarts restent importants, Chypre figurant en queue de peloton avec moins de 15% de femmes parlementaires.

En quoi cela importe-t-il ? Pour ne citer qu'un seul argument, les données empiriques montrent une corrélation claire entre la représentation politique des femmes et la croissance économique, vivement souhaitée dans l'Union. Mais, dans l'Europe de 2026, le «pourquoi» devrait-il encore faire débat?

Ce qui freine l'Europe, ce n'est pas un manque de talents, mais la conception même de la politique. Les processus de recrutement et de sélection au sein des partis continuent trop souvent de s'appuyer sur des règles tacites et sur des «anciens réseaux de contacts». Les réalités du travail politique, nuits tardives, déplacements constants, disponibilité permanente, continuent de se heurter à une répartition inégale des responsabilités familiales. Et le harcèlement, en particulier en ligne, continue de décourager les talents et de normaliser la toxicité dans le débat démocratique.

La Journée internationale des femmes, célébrée en mars, devrait donc revêtir un rôle plus symbolique. L'Union peut ainsi reconnaître la force de ses dirigeantes actuelles et, dans le même temps, considérer la représentation des femmes comme faisant partie intégrante de l'infrastructure démocratique, qui doit être préservée par une réforme des partis politiques, une modernisation des normes de travail et une politique de tolérance zéro envers la violence à l'égard des femmes en politique. L'Europe a montré ce qui était possible. Elle doit désormais prouver que ces progrès sont durables.

Silvana Koch-Mehrin
ADLE, Allemagne (2004-2014)
Présidente et fondatrice de Women Political Leaders (WPL)

LA FABRICATION DE BATTERIES AU SODIUM: UNE VOIE VERS L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

En tant que rapporteur du groupe d'étude exploratoire CCMI/250 du CESE travaillant sur le secteur de la fabrication des batteries au sodium, que je dirige conjointement avec le corapporteur Hervé Jeannin, je voudrais présenter un résumé de nos conclusions.

Les batteries au sodium s'imposent comme une alternative majeure aux traditionnelles batteries lithium-ion dans divers secteurs stratégiques, et notre rapport souligne leur importance pour renforcer l'indépendance énergétique et la compétitivité de l'Union européenne sur le marché mondial.

Les batteries au sodium représentent à la fois une solution plus respectueuse de l'environnement et une occasion pour l'Europe de développer un écosystème robuste qui associe la recherche, l'industrie et la formation de main-d'œuvre. La mise en place de cet écosystème nécessite une collaboration étroite entre les différentes parties prenantes, notamment les pouvoirs publics, les acteurs du secteur privé et les organismes de recherche et de technologie.

Pour tirer pleinement parti du potentiel des batteries au sodium, il est essentiel que l'Union européenne prenne des mesures de soutien telles que des subventions à l'investissement et des crédits d'impôt à la production. Ces incitations financières stimuleront la demande et iront dans le sens de l'augmentation des capacités de production. Notre rapport préconise d'investir massivement dans la recherche et le développement (R&D) collaboratifs, en particulier dans des domaines tels que les électrolytes solides et les systèmes sodium-eau salée, avec un budget proposé d'au moins 220 milliards d'euros pour favoriser les avancées technologiques.

De plus, la fabrication durable des batteries au sodium revêt une importance capitale. Le processus de production doit privilégier dès le départ l'éco-conception et le recyclage, en veillant à s'inscrire dans les initiatives européennes plus larges en matière de durabilité, telles que le pacte vert et le plan d'action pour une économie circulaire. Cette approche permettra de garantir que les batteries au sodium apportent une contribution positive tant à l'économie qu'à l'environnement.

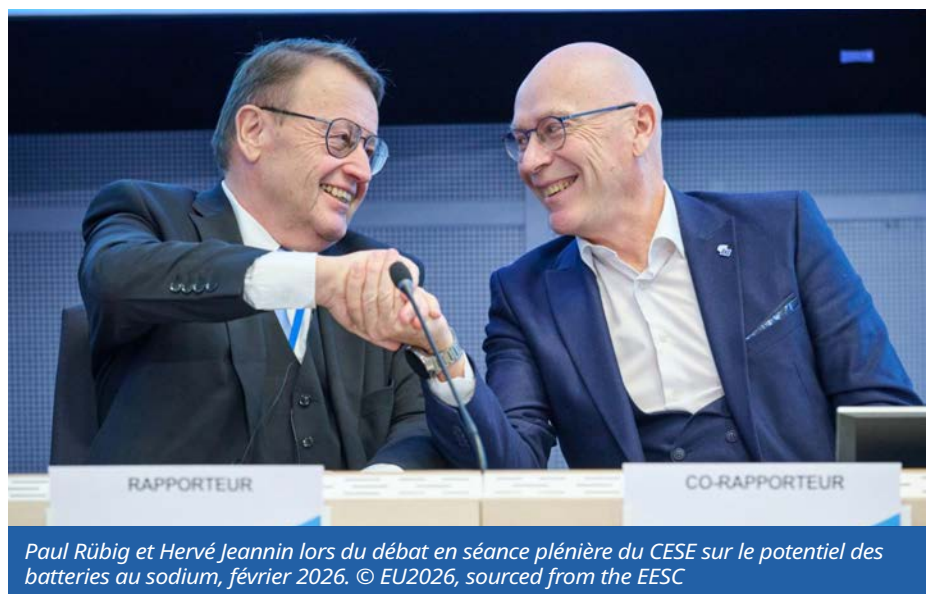
Face à l'essor de l'intérêt international pour les batteries au sodium, notre rapport souligne l'importance d'une stratégie d'accès au marché soigneusement préparée. Il est également essentiel de surmonter les obstacles réglementaires. La simplification des processus d'autorisation permettra la mise en place rapide de sites de production, en particulier si l'on tire parti des infrastructures et des compétences qui existent déjà pour la technologie lithium-ion. Cela permettra à l'Union de suivre le rythme des progrès réalisés dans le domaine des technologies de batteries à l'échelle internationale.

Pour optimiser l'efficacité des projets liés aux batteries au sodium, nous devons donner la priorité à des stratégies solides en matière de main-d'œuvre. Cela implique notamment d'investir dans des programmes de formation destinés à combler le déficit de compétences et à mobiliser les communautés locales, afin de garantir que ce secteur se développe de manière équitable et profitable à toutes les parties prenantes.

En conclusion, la transition vers la fabrication de batteries au sodium présente un immense potentiel pour l'Europe, car elle favorisera sa souveraineté technologique, renforcera son indépendance énergétique et promouvra des pratiques durables dans le secteur des batteries. Grâce à des investissements stratégiques, à des écosystèmes collaboratifs et à des cadres réglementaires favorables, l'Europe peut se hisser au rang d'acteur majeur dans ce secteur, pour un avenir à la fois plus vert et durable.

Paul Rübiger
PPE, Autriche (1996-2019)

Contenu créé par le CESE avec l'aide de la technologie IA



ZELENSKY ET L'UNION EUROPÉENNE DOIVENT SE DRESSER CONTRE L'AIGLE AMÉRICAIN ET L'OURS RUSSE

Les oiseaux de proie, comme tous les prédateurs, ont appris de leurs ancêtres comment chasser et tuer. Pour traquer et mettre à mort, ils ont essentiellement développé deux techniques: la première consiste à observer avant de frapper comme l'éclair, la seconde revient simplement à employer une force colossale. L'aigle américain frappe soudainement après avoir observé attentivement; l'ours russe frappe avec une force incroyable n'importe quand, n'importe où; il mord, étrangle et cogne.

L'administration Trump combine ces deux tactiques: observation, frappe fulgurante et force brute. Tout y est. Vient alors la grande question: qu'est-ce que ça nous rapporte? On récupère la proie? Y a-t-il autre chose à la clé? Le régime de Poutine frappe avec force ses ennemis, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. De nombreux, très nombreux opposants ont été défenestrés, poussés dans les escaliers ou empoisonnés. Alexeï Navalny assassiné, l'opposition intérieure russe a perdu son dernier rempart. Depuis 2014, la Russie s'acharne sur l'Ukraine avec une violence inouïe, nombre de soldats ayant perdu la vie de part et d'autre de la ligne de front. De nombreux civils ukrainiens ont péri sous les missiles, ont été tués par des drones ou ont été massacrés après avoir été violés ou étranglés, entre autres sévices. Des dizaines de milliers d'enfants ukrainiens ont été déportés en Russie pour être «rééduqués».

Et maintenant, voici le «plan de paix» russo-américain. L'aigle américain chasse aux côtés de l'ours russe. Ce plan combine tout simplement deux questions: «Qu'est-ce que ça nous rapporte?» et «Comment frapper l'Ukraine avec une force telle qu'elle ne pourra pas se relever avant des décennies?».

La proie ukrainienne, c'est la dinde de Noël qui perd tout ce pour quoi elle s'est battue: la Crimée, le Donbass et, finalement, sa souveraineté. On lui impose de rétablir la langue russe et l'Église orthodoxe russe, dont le chef est Vladimir Mikhaïlovitch Goundiaïev, ancien agent du KGB multimilliardaire. La souveraineté de l'Ukraine sera de facto réduite à néant, puisque son armée sera considérablement limitée, l'amnistie sera accordée même aux acteurs russes les plus violents, et le plan encadre et limite les relations internationales du pays. Les investissements des États-Unis et de la Russie profiteront à la fois à l'aigle et à l'ours, tandis que l'Europe devra également y contribuer à hauteur de cent milliards de dollars.

En fin de compte, ce prétendu plan de paix n'est rien d'autre que la capitulation de l'Ukraine devant la force de l'ours russe conjuguée à la ruse vorace de l'aigle américain. Ni le président Zelensky ni l'Union européenne ne doivent accepter cette alliance dans la chasse et la mise à mort. Résistons à cette violence!

Peter van Dalen
PPE, Pays-Bas (2009-2023)

“Ni le président Zelensky ni l'Union européenne ne doivent accepter cette alliance dans la chasse et la mise à mort. Résistons à cette violence!”



Discours de Peter van Dalen lors d'une séance plénière du Parlement européen sur la détérioration de la situation des réfugiés à la suite de l'agression russe contre l'Ukraine.
© European Union 2022 - Source : EP

LE MIRACLE INCOMPRIS: LA PAIX EUROPEENNE

La construction européenne a été lancée comme un projet politique original, au service d'un objectif utopique. Le projet: une organisation politique d'un type nouveau en Europe; l'utopie : la paix, la paix définitive, la paix perpétuelle entre ces mêmes pays, qui se considéraient depuis des siècles comme des ennemis héréditaires et qui avaient été les responsables des guerres les plus effroyables de l'histoire de l'humanité. Cette utopie était si folle que même leurs auteurs n'osaient pas y croire.

Depuis 1945, nous avons bénéficié, en fait de deux «couches», de paix. Les deux guerres mondiales du XXe siècle ont été suivies d'une Longue Paix Mondiale, inattendue et bienvenue. Mais cette paix n'est qu'une absence de guerre entre les puissances du moment. Or, celles-ci ont conservé l'état d'esprit défini par Clausewitz: la paix est préférable mais la guerre peut être la continuation de la politique par d'autres moyens pour obtenir les objectifs souhaités. La Turquie l'a montré contre les Arméniens et les Kurdes, les Russes en font l'étalage en Ukraine, les Chinois et les Indiens y recourent périodiquement, les Américains n'ont pas attendu le Président Trump pour livrer des guerres préventives, à la Grenade, au Panama, en Irak.

L'Europe, elle, est désormais sur une autre planète. Elle a bâti sa propre paix, la vraie paix: la réconciliation entre nos peuples. Pour deux Français sur trois, le peuple le plus proche du peuple français est le peuple allemand. Cette réconciliation a été contagieuse dans toute l'Union: entre les Espagnols et les Portugais, entre la Hongrie et la Roumanie, entre la Pologne et la Lituanie. Si le mot «miracle» paraît trop fort, disons une «première»: il n'y a eu aucun précédent dans l'histoire de l'humanité et, pour l'instant, il n'y a pas d'exemple comparable ailleurs.

Paradoxe inouï: 75 ans après, la construction politique est encore en chantier, mais l'utopie est bel et bien réalisée.

Paradoxe du paradoxe: les bénéficiaires ne sont pas conscients de ce miracle. C'est le parlement norvégien qui l'a reconnu le premier en donnant à l'UE le prix Nobel de la Paix de l'année 2012. Mais après le 24 février 2022 et le 7 octobre 2023, il nous faut réaliser que, à l'ouest et au centre du continent, nous sommes les enfants gâtés de la paix.

Comment cela a-t-il été possible? Certes, les traités ont joué un rôle, mais chaque institution a découvert ou inventé des modes de négociation, des systèmes de décision, des méthodes de travail, qui constituent tout un outillage de la paix.

Cette réconciliation, peut-on la mesurer?

Peut-on transmettre et exporter ce savoir-faire proprement européen?

Curieusement, le monde universitaire s'y intéresse peu. Avec le Centre Wilfried Martens nous avons invité historiens, philosophes, sociologues, anthropologues, politistes, diplomates et géostratèges à travailler sur ces pistes. Bien au-delà de la famille du PPE, les témoignages et analyses de tous les anciens MEPs seront évidemment les bienvenus, et ils seront dûment cités. Les démocrates-chrétiens n'ont pas le monopole des miracles.

Alain Lamassoure
LDR, PPE, France
(1989-1991, 1991-2019)

“Si le mot « miracle » paraît trop fort, disons une «première»: il n’y a eu aucun précédent dans l’histoire de l’humanité et, pour l’instant, il n’y a pas d’exemple comparable ailleurs.”



Alain Lamassoure et Proinsias De Rossa lors d'une visite officielle au poste de contrôle de Qalandia, près de la ville de Ramallah en Cisjordanie, mai 2010.
©European Union 2010 - EP

TROISIÈME APPEL

Pour la troisième fois, je crois utile d'attirer l'attention de mes collègues anciens membres du Parlement européen sur un grave danger. Nos institutions communautaires sont faites pour la paix. Elles sont détournées de plus en plus vers la guerre. Elles risquent de ne pas s'en remettre.

En affirmant cela, je ne porte aucun jugement de valeur sur la guerre d'Ukraine. Je constate simplement que l'Union s'y implique de plus en plus. Ce n'est pas sa vocation. La volonté des Pères fondateurs, la Constitution de Lisbonne, la tradition de la Commission en témoignent. Il appartient à chacun des États-membres, de choisir quel soutien militaire il veut apporter, seul ou avec d'autres, au gouvernement de Kiev. L'Union européenne n'a pas à s'en mêler. Son aide doit s'exercer exclusivement sur le plan humanitaire.

Les conséquences néfastes de l'implication de l'Union dans la guerre, sont de plus en plus visibles. Si Ursula von der Leyen a été contrainte, l'été dernier, de signer un accord douanier déséquilibré avec Donald Trump, c'était dans l'espoir de ramener l'allié américain dans un soutien militaire à l'Ukraine. L'espoir a été déçu mais l'humiliation est restée. Le don de 90 milliards d'euros que le Conseil européen vient d'accorder à Kiev, exacerbe les divergences entre nos vingt-sept gouvernements. A cause de la guerre, ils sont plus divisés et acrimonieux que jamais dans le passé. La Commission a dû recourir à des contorsions juridiques peu convaincantes pour prolonger les sanctions économiques contre la Russie. Son autorité en est atteinte. Les dépenses de plus en plus lourdes

faites pour la guerre vont peser sur les budgets futurs de l'Union. Ce sont donc les citoyens des États-membres qui les paieront au détriment de services auxquels ils ont droit. Nos opinions publiques commencent de s'en émouvoir et manifestent leur mécontentement en se tournant massivement vers les partis les plus eurosceptiques.

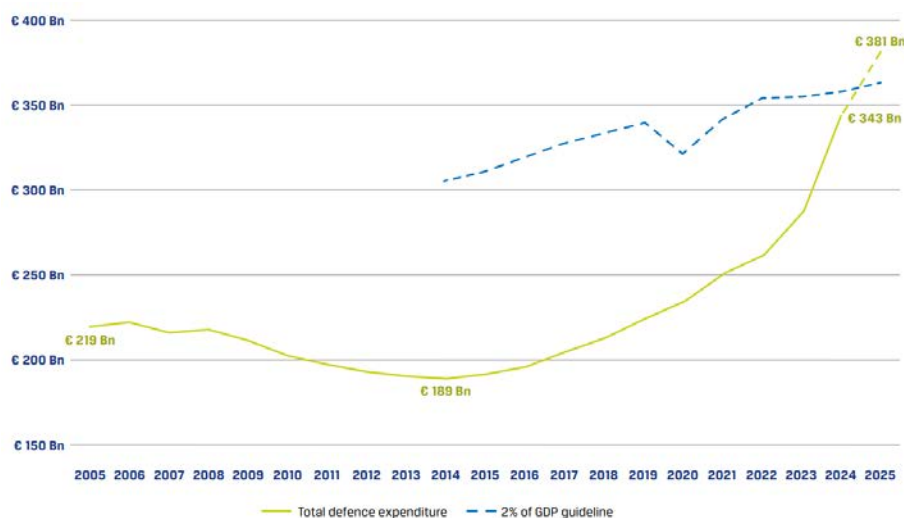
C'est pourquoi je prédis, sans beaucoup de mérite, que l'Union va droit vers une épreuve existentielle. Il est déjà tard pour revenir à un véritable respect de nos institutions, qui ont été construites avec tant de peine. Mais il n'y a pas d'alternative.

Michel Pinton
NA, France (1993-1994)



Michel Pinton lors d'une session plénière à Bruxelles, octobre 1993.
© Communautés Européennes 1993

“C'est pourquoi je prédis, sans beaucoup de mérite, que l'Union va droit vers une épreuve existentielle. Il est déjà tard pour revenir à un véritable respect de nos institutions, qui ont été construites avec tant de peine. Mais il n'y a pas d'alternative.”



Dépenses totales de défense des 27 États membres par rapport à l'objectif précédent de 2% du PIB fixé par l'OTAN. © European Defence Agency, 2025

ACTIVITÉS DE L'AAD



EPFMA
PEAAD



Paix et Guerre

par **Enrique Barón Crespo**, publié par RBA Libros



«Paix et Guerre» est le livre, récemment publié, écrit par Enrique Barón Crespo comme un témoignage de son activité institutionnelle, politique, professionnelle, sociale et culturelle intense et multiforme. S'inspirant de l'œuvre de Léon Tolstoï, l'auteur fait de la paix le fil conducteur de ses actions, dans un contexte historique marquant pour l'Europe et le monde, et présente un reportage exceptionnel sur ses multiples rencontres effectuées dans l'ancienne Union soviétique (URSS), qui aspire aujourd'hui à ressusciter la «grande Russie». Au gré de ses déplacements institutionnels et de ses missions politiques, il décrit avec beaucoup de justesse les lieux, les conférences, les réunions et les situations particulières qu'il a vécues en tant que figure fondatrice et membre du Gouvernement espagnol, puis député au Parlement européen et président du Parlement européen.

Son analyse de la période où la guerre froide a inspiré de jeunes Espagnols à rejoindre le Parti communiste, qu'ils considéraient comme le mouvement le plus radical et révolutionnaire, est fascinante.

Il relate avec brio sa rencontre au Kremlin avec Heydar Aliyev, le bras droit de Yuri Andropov, lui aussi un vétéran du KGB, lors de son premier voyage en URSS en 1983, en tant que ministre des transports, du tourisme et des communications pour conclure un accord commercial visant à ouvrir le transport terrestre entre les deux pays et l'accès des ports espagnols à la flotte marchande soviétique.

L'importance stratégique de l'accord lui a permis de saisir l'ambition historico-géographique toujours actuelle de la Russie: devenir une puissance maritime, accéder aux cinq mers, et surmonter son sentiment persistant de claustrophobie.

Son témoignage du moment où il a appris la chute soudaine du mur de Berlin, alors qu'il était en visite officielle à Rome, invité par le gouvernement italien en sa qualité de président du Parlement européen, est pittoresque. Il évoque ensuite l'invitation adressée au président du Conseil européen d'alors, François Mitterrand, et au chancelier allemand, Helmut Kohl, afin de se réunir à Strasbourg et de coordonner une réponse commune. Un débat historique et sans précédent a en effet eu lieu le 22 novembre 1989, qui a symbolisé la réconciliation franco-allemande et posé les fondements de la transition de la Communauté européenne vers l'Union européenne.

Le Parlement a ensuite reçu le géorgien Edvard Shevardnadze, ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev, puis Boris Eltsin, qui, en sa qualité de président du Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, tranchait nettement avec Gorbatchev. S'ensuivirent des

visites de dirigeants émergents, notamment : le Premier ministre polonais, Tadeusz Mazowiecki, le président tchécoslovaque, Václav Havel, et le président lituanien, Vytautas Landsbergis. Il a été particulièrement frappé par l'inquiétude exprimée par le Premier ministre ukrainien, Leonid Kuchma, concernant la présence sur le sol ukrainien d'un important arsenal de têtes nucléaires contrôlées exclusivement par Moscou.

Il raconte de manière plaisante sa rencontre au Kremlin avec Mikhaïl Gorbatchev, qu'il décrit comme «un homme cordial, très différent des personnalités imposantes que j'avais connues».

À la suite de l'implosion de la Yougoslavie, l'auteur évoque son engagement, en tant que président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, dans la difficile mission de tenter de mettre fin à la guerre des Balkans.

Enfin, les propos tenus dans cet essai sur «la tentative de revenir à une alliance d'États européens, avec la prétention délirante de Poutine d'imiter le tsar Alexandre Ier au Congrès de Vienne de 1814, la Russie cherchant à jouer le rôle d'une puissance hégémonique continentale envahissant l'Ukraine» invitent à la réflexion. Cela signifie qu'il reste encore beaucoup à faire pour atteindre la paix que les puissances de l'époque espéraient instaurer. Dans ce contexte, les mots écrits dans l'introduction du livre prennent une grande valeur: «Construire la paix est un travail de tisserand, cela exige de la volonté, du savoir-faire et de la persévérance».

Monica Baldi

PPE, Italie (1994-1999)

Vice-présidente de l'AAD

ÉVÉNEMENTS DE FIN D'ANNÉE

COMMENT LES PARLEMENTS PEUVENT-ILS ÊTRE DES PLATEFORMES DE COOPÉRATION MONDIALE?

L'Association des anciens députés a clôturé l'année 2025 par une série d'événements au Parlement européen à Bruxelles. Un fil conducteur s'en est dégagé: la diplomatie parlementaire.

Contrairement à la diplomatie traditionnelle, la diplomatie parlementaire implique directement les représentants élus désireux de contribuer aux relations internationales, de promouvoir les accords bilatéraux et multilatéraux et de représenter les intérêts de leurs citoyens.

Les membres des parlements, et en particulier ceux du Parlement européen, jouent un rôle clé dans la promotion du dialogue interinstitutionnel et le renforcement du multilatéralisme, tout en défendant la paix, les droits de l'homme, l'action pour le climat et la coopération internationale. Leur proximité avec les citoyens des États membres leur permet également d'apporter une perspective plurielle et diversifiée qui renforce la légitimité et l'efficacité de l'action extérieure de l'Union.

Dans cette optique, il est également important de souligner le rôle que les anciens députés européens peuvent continuer à jouer dans la diplomatie parlementaire après avoir quitté leurs fonctions. L'expérience acquise au cours de leurs mandats, les réseaux qu'ils ont tissés et leur connaissance approfondie du fonctionnement interne de l'Union leur confèrent une perspective privilégiée et une capacité durable à contribuer aux affaires internationales. Ils peuvent agir en tant que médiateurs, conseillers ou facilitateurs dans les processus de dialogue et de résolution des conflits grâce à leur capacité à dégager des consensus entre plusieurs sensibilités politiques et États membres.

Ils peuvent ainsi continuer à contribuer de manière significative au renforcement du rôle de l'Union dans l'instauration d'un ordre international plus juste, plus pacifique et plus coopératif.

S'appuyant sur leurs expériences institutionnelles et personnelles, nos intervenants ont clairement montré comment l'action parlementaire peut répondre aux défis géopolitiques actuels.

Le 9 décembre, nous avons commencé avec le cocktail et le dîner annuels de l'AAD. L'ouverture de la soirée par Christel Schaldemose, vice-présidente du Parlement européen, a été suivie d'un discours de Serhiy Tereshko, chef adjoint de la mission de l'Ukraine auprès de l'Union, dont les propos nous ont rappelé les enjeux humains et politiques bien réels qui sous-tendent nos discussions. Le moment fort de la soirée a été le discours de Pat Cox, ancien président du Parlement européen et de l'AAD, qui s'est exprimé avec clarté et insistance sur les responsabilités de l'Europe à l'égard de l'Ukraine. Le président Cox a déclaré:



Pat Cox, ancien président du Parlement européen et de l'AAD, lors de son discours au dîner annuel de l'AAD en 2025.



De gauche à droite: Arianna Podestà, Guido Podestà, Britta Thomsen, Jean-Pierre Audy, Monica Baldi, Deputy Ambassador Serhii Tereshko, Elisabetta Fonck, Werner Schmitt, Président Klaus Hänsch, Président Hans-Gert Pöttering, Président Pat Cox, Teresa Riera.



Événement Librorum, décembre 2025. De gauche à droite : Martí Grau, Monica Baldi, Elisabetta Fonck, Président Klaus Hänsch, Danuta Hübner, Richard Corbett, Domènec Ruiz Devesa.

«Des milliers de personnes ont été blessées ou ont perdu la vie pour défendre la démocratie en Ukraine. Ce serait déshonorer leur mémoire que de ne pas préparer cette démocratie à l'attaque prévisible qui visera à obtenir par les urnes ce que onze années de guerre n'ont pas permis d'atteindre sur le champ de bataille.» Werner Schmitt, président du réseau culturel ukrainien, a ajouté une dimension profondément humaine à la discussion en rappelant que les arts et la culture en Ukraine constituent aujourd'hui un pilier de la résilience, de l'identité et de la reconnaissance internationale face à l'oppression.

Le 10 décembre, nous nous sommes penchés sur la mémoire démocratique et l'évolution institutionnelle à l'occasion de l'événement Librorum, consacré à la présentation de l'ouvrage «Ten Elections: A History of the European Parliament at the Ballot Box (1979–2024)» (Dix élections: une histoire du Parlement européen aux urnes (1979-2024)). Animée par Martí Grau, directeur de la Maison Jean Monnet, la discussion a réuni d'anciens députés européens et des collègues de l'AAD qui ont contribué à l'ouvrage: Enrique

Barón Crespo (ancien président du Parlement européen et de l'AAD), Richard Corbett, Danuta Hübner et Domènec Ruiz Devesa. Fondées sur leur expérience personnelle, leurs analyses ont illustré comment les élections successives ont contribué à forger la légitimité, l'autorité et la capacité d'action du Parlement, nous rappelant le chemin parcouru par cette institution et l'importance cruciale que revêt la participation démocratique pour son avenir. L'événement était modéré par Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, qui a également prononcé le discours de clôture.

Ces réflexions ont été intégrées à notre séminaire annuel intitulé «Le rôle des institutions européennes et de la diplomatie parlementaire dans un monde en changement», que j'ai eu le plaisir de modérer. Ana Palacio, ancienne députée européenne et ancienne ministre des affaires étrangères de l'Espagne, a averti que l'Europe entrerait dans une décennie qui la mettrait à l'épreuve comme jamais auparavant. Mme Palacio a souligné le rôle indispensable du Parlement européen, invitant l'institution à remédier aux vulnérabilités de l'Union, à faire preuve de retenue dans les

moments d'escalade, à maintenir sa cohérence interne et à agir avec une véritable rigueur stratégique.

D'autres intervenants ont appuyé ce sens de la responsabilité. Sabine Verheyen, première vice-présidente du Parlement européen, a abordé la nécessité de mobiliser toutes les ressources disponibles dans la lutte pour la paix, la liberté, la prospérité et la diversité. Georgi Pirinski, ancien député européen, ancien président de l'Assemblée nationale et ancien ministre des affaires étrangères de Bulgarie, a évoqué le réseau unique et bien établi du Parlement européen pour la diplomatie parlementaire, insistant sur la nécessité de renouveler sa mission pour y intégrer les valeurs démocratiques, les droits de l'homme et les garanties de sécurité contemporaines. Stefan Dobrev, président du comité directeur de l'EIT, nous a rappelé que «dans le contexte géopolitique actuel, l'action parlementaire doit contribuer à transformer le savoir européen en innovation, car notre prospérité et nos valeurs en dépendent».

Ce programme intense et enrichissant s'est conclu par un déjeuner convivial qui a permis de renforcer l'esprit de communauté caractéristique de l'AAD. Ces événements ont réaffirmé toute l'importance de notre association. Ancrée dans l'expérience et la mémoire, mais résolument tournée vers l'avenir, l'AAD reste déterminée à renforcer la démocratie parlementaire.

En 2026, année où l'AAD célèbre son 25e anniversaire, nous réaffirmons une fois de plus notre engagement envers l'Europe.

Teresa Riera

*S&D, Espagne (2004-2014)
Secrétaire honoraire de l'AAD*

PROGRAMME PE AU CAMPUS

LES GRANDS ENJEUX POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

UNIVERSITÉ DE PORTO, 6 DÉCEMBRE 2025 (EN LIGNE)

Le monde dans lequel nous vivons est en pleine mutation. Nous savons que «rien n'est fait pour durer, sauf le changement», mais aujourd'hui, le changement est plus rapide que jamais. Ces changements importants se reflètent dans les principaux enjeux qui nous occupent aujourd'hui.

Les enjeux sécuritaires sont mis en lumière par l'invasion criminelle de l'Ukraine par la Russie. La Russie bénéficie du soutien de la Corée du Nord, de l'Iran et de la Chine, tandis que l'Ukraine est soutenue par plus de 50 pays démocratiques. Autrement dit, il s'agit d'une guerre opposant les régimes autoritaires à la démocratie, dont l'issue déterminera l'avenir de l'Union européenne et notre capacité à défendre la liberté en Europe.

La révolution de l'information génère un flux constant de nouvelles qui nous oblige à distinguer ce qui est important de ce qui est faux. Les données joueront un rôle crucial dans l'économie, à l'instar de l'électricité au XIXe siècle. L'utilisation de l'intelligence artificielle aura également des effets importants sur notre développement.

La transition énergétique et écologique est précipitée par le changement climatique et sous-tendue par le rôle politique moteur de l'Europe ainsi que par des transformations majeures en matière de technologies et de sources d'énergie. Nous avons déjà franchi un cap en produisant désormais plus d'électricité à partir d'énergies renouvelables qu'à partir de combustibles fossiles.

La sécurité énergétique de l'Union européenne désigne sa capacité à garantir un approvisionnement

énergétique stable, abordable et durable, tout en réduisant au minimum sa dépendance vis-à-vis de fournisseurs externes ou instables. Or, les prix de l'énergie dans l'Union sont plus élevés qu'aux États-Unis et en Asie, d'où l'importance d'une politique commune. En dépit de la stratégie Euromena de diversification énergétique sur le long terme, il a fallu l'agression russe pour que l'Union se décide à agir. Les importations de combustibles fossiles en provenance de Russie ont – et c'est une bonne nouvelle – considérablement diminué, l'objectif étant de les éliminer progressivement d'ici 2027, voire plus tôt si possible, et de mettre ainsi définitivement fin au financement du terrorisme russe.

Le rôle de l'énergie nucléaire évolue, non seulement parce qu'elle est aujourd'hui mieux acceptée, mais aussi parce que l'on prévoit d'utiliser à l'avenir de plus petits réacteurs. La sécurité énergétique de l'Union européenne s'est considérablement améliorée, en particulier depuis 2022, grâce à une politique visant à diversifier les approvisionnements extérieurs, à développer plus rapidement les énergies renouvelables et à réduire la demande globale. Il est très positif de constater que le public soutient de plus en plus largement la transition écologique et énergétique.

La compétitivité de l'Union est un sujet qui gagne lui aussi en importance dans les discussions européennes. L'Union européenne doit effectivement être en mesure de promouvoir et de pérenniser la croissance économique, l'innovation, la productivité et la prospérité au sein d'une économie

mondialisée. Pour ce qui est de la compétitivité de l'Union européenne, le bilan est mitigé: le taux d'emploi record et l'utilisation des énergies renouvelables ont récemment progressé, mais la croissance reste un sujet de préoccupation, notamment en matière d'innovation et de technologies numériques par rapport à nos concurrents. Malgré la solidité de son marché unique et de ses partenariats commerciaux, l'Union européenne doit faire face à plusieurs défis : combler le retard en matière d'innovation, réduire les charges administratives, garantir la stabilité des prix de l'énergie et parachever l'intégration du marché unique.

La politique d'élargissement de l'UE constitue à l'évidence l'un de ses outils les plus efficaces. L'expérience tirée de notre histoire montre que l'élargissement donne des résultats très positifs: une prospérité accrue, une démocratie consolidée et une stabilité renforcée, qui ont fait de l'Union un acteur géopolitique plus influent. L'Union européenne devrait poursuivre son élargissement en veillant à ce que les candidats partagent ses valeurs et remplissent tous les critères d'adhésion.

Le monde évolue plus rapidement que jamais et nous devons faire preuve d'une plus grande souplesse. Notre coopération européenne est bel et bien la solution, et elle nous permettra de sortir renforcés de chaque crise. C'est en nous concentrant davantage sur l'économie et la compétitivité que nous pouvons simplifier et améliorer la vie de nos concitoyens.

Ivan Štefanec
PPE, Slovaquie (2014-2024)

RÈGLEMENTATION NUMÉRIQUE EUROPÉENNE: À LA RECHERCHE D'UN HUMANISME NUMÉRIQUE

UNIVERSITÉ SETSUNAN, 13 DÉCEMBRE 2025 (EN LIGNE)

Le 13 décembre dernier, je me suis adressé en ligne aux étudiants de l'université Setsunan au sujet de la réglementation numérique européenne. J'avais l'intention d'en dresser un tableau complet, depuis le début de la législature précédente jusqu'à aujourd'hui, en passant en revue les objectifs, les réussites et les perspectives d'avenir (et en amorçant une réflexion sur le rôle de l'Union dans le monde).

Au cours de la dernière législature, il est devenu de plus en plus clair que l'Europe se trouvait à un moment décisif de son évolution numérique. La transformation numérique n'était plus un sujet sectoriel, mais un enjeu structurel qui influençait la productivité, les services publics, la vie démocratique et le rôle joué par l'Union dans le monde.

Parmi les priorités stratégiques figurait la mise en place d'un cadre réglementaire complet qui oriente la numérisation conformément aux valeurs et aux principes européens.

Un choix politique fondamental a façonné ce cadre: la construction d'un véritable marché unique numérique européen à travers des règlements directement applicables, laissant une marge de manœuvre limitée aux

États membres. L'objectif était clair, les mêmes droits et obligations pour les citoyens et les opérateurs dans toute l'Union, et des règles identiques pour toutes les entreprises qui cherchent à s'y implanter, où qu'elles soient établies.

Le train de mesures sur le numérique qui en a résulté est inédit. Le règlement sur les marchés numériques et le règlement sur les services numériques ont mis fin à des décennies de dérèglementation d'internet en imposant des obligations de transparence, de responsabilité et de proportionnalité aux plateformes numériques, avec des règles plus contraignantes pour les contrôleurs d'accès dominants. Le règlement sur les données et le règlement sur la gouvernance des données visent à libérer l'économie européenne des données à caractère non personnel, à rééquilibrer le pouvoir en matière de partage de données, et à soutenir la numérisation industrielle tout en protégeant les utilisateurs, les secrets d'affaires et les intérêts publics. Des instruments complémentaires, tels que l'espace européen des données de santé, le règlement sur la cyberrésilience et le règlement européen sur les puces, renforcent la sécurité, la confiance et l'autonomie stratégique.

Au cœur de cette architecture se trouve le règlement sur l'intelligence artificielle, qui représente l'effort de réglementation le plus ambitieux jamais entrepris par l'Union dans le domaine numérique. Le règlement sur l'IA établit des règles harmonisées fondées sur le risque, interdisant les pratiques incompatibles avec nos valeurs démocratiques. Il impose aussi des exigences strictes pour les utilisations à haut risque et introduit des obligations spécifiques en matière de transparence et de risque systémique pour l'IA à usage général et l'IA générative.

Finalement, la stratégie numérique de l'Europe reflète une conviction claire: la technologie doit être au service de la dignité humaine, de la démocratie et de la justice. Si elle est régie par des principes, l'innovation peut renforcer la liberté et, avec elle, le projet européen lui-même.

Après ma présentation, de nombreux étudiants ont demandé à prendre la parole. Il est curieux (mais pas étonnant selon moi) de constater qu'en dépit de la distance culturelle, les interrogations majeures qui m'ont été posées étaient exactement les mêmes que celles auxquelles sont confrontées les sociétés ouvertes et démocratiques:

– Comment rendre l'innovation et les progrès technologiques compatibles avec la défense des droits fondamentaux et des valeurs collectives?

– La préoccupation concernant le pouvoir tout-puissant des grandes multinationales de la technologie et leur influence sur les régulateurs.

– Comment défendre les droits de création et d'auteur contre leur utilisation massive sans autorisation ni compensation à des fins d'entraînement de modèles d'IA générative?

Iban Garcia del Blanco
S&D, Espagne (2019-2024)



Les étudiants de l'Université Setsunan assistent à la présentation d'Iban Garcia del Blanco.

PROGRAMME PE AU CAMPUS

QU'EST-CE QUI FAIT AVANCER L'INTÉGRATION EUROPÉENNE?

UNIVERSITÉ DE LOUVAIN, 15-16 DÉCEMBRE 2025

Les 15 et 16 décembre 2025, j'ai participé à une série d'événements à l'Université de Louvain dans le cadre du programme «Parlement européen au campus».

J'ai d'abord eu le plaisir de donner une conférence et d'animer un débat intitulé «Les crises européennes et l'avenir de l'Union européenne» avec plus de 100 étudiants du programme de licence conjointe en études européennes (BAES). Il s'agit d'un nouveau cursus particulièrement intéressant auquel participent dix universités européennes: Louvain, Bologne, Édimbourg, Madrid, Paris-Sorbonne, Cracovie, Leyde, Dublin, Zurich et Helsinki. Les étudiants suivent des cours dans au moins deux de ces établissements, ce qui leur permet d'élargir leur expérience européenne et de bénéficier de perspectives variées.

L'après-midi, nous avons approfondi ce même thème lors d'ateliers animés par Kolja Raube et Franziska Petri. L'évolution de l'Union européenne est-elle alimentée par ses réponses aux crises ou par une dynamique à long terme et un effet d'entraînement par lequel chaque étape franchie dans le processus d'intégration détermine la suivante?

Il est facile d'illustrer ces deux hypothèses: parmi les exemples récents du premier cas de figure, on peut notamment citer la crise de la dette de 2009-2011, qui a conduit à la création du mécanisme européen de stabilité, la crise du Covid et la création de l'instrument de relance économique NGEU, ainsi que l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a débouché sur la création du SAFE. Par ailleurs, en l'absence de crises spécifiques, le marché unique a engendré un besoin de règles communes, par exemple en matière

de protection des consommateurs, de concurrence loyale et de normes environnementales, et créé un appel d'air pour une monnaie unique. Dans le contexte de l'une union douanière, les accords commerciaux sont négociés en tant qu'entité unique, avec tout ce que cela implique sur le plan de la politique et des affaires étrangères.

Certains projets ne résultent toutefois ni d'une crise ni d'un effet d'entraînement. ERASMUS et HORIZON viennent spontanément à l'esprit: ces projets sont simplement nés de l'habitude de travailler ensemble et d'utiliser le cadre de l'Union européenne pour de nouveaux domaines dans lesquels les États membres percevaient les bénéfices de la coopération.

Le deuxième jour, j'ai rencontré des chercheurs du Leuven International and European Studies (LINES) et j'ai participé à un déjeuner de travail avec des enseignants de l'université de Louvain.

J'ai pu, à cette occasion, échanger sur l'actualité et les tendances récentes avec des universitaires de renom, que j'avais déjà rencontrés pour nombre d'entre eux ou dont j'avais lu les travaux.

Enfin, j'ai participé au jury d'un concours organisé simultanément dans plusieurs universités, pour lequel les étudiants du BAES étaient invités à créer des affiches illustrant des moments marquants de l'histoire de l'intégration européenne. Sur des sujets aussi variés que la déclaration Schuman, le traité de Schengen, l'élargissement de 1995, le Brexit, le Qatargate et bien d'autres, les étudiants devaient réaliser une affiche avec des éléments visuels illustrant l'importance philosophique, historique, politique, juridique et théorique de chaque événement. Un sacré défi, mais ils s'en sont brillamment sortis!

Richard Corbett
S&D, Royaume-Uni (1996-2020)



Richard Corbett discutant avec des étudiants à l'Université de Louvain.

DES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX INSPIRANTS À BOLOGNE

UNIVERSITÉ DE BOLOGNE, 15 DÉCEMBRE 2025

Fondée en 1088, l'Université de Bologne est l'une des plus anciennes au monde. Avec plus de 100 000 étudiants, c'est aussi l'une des plus grandes d'Europe. Depuis que j'ai quitté le Parlement européen en 2009, je suis retourné dans l'enseignement en tant que professeur invité au Royal Holloway College, l'un des collèges constitutifs de l'université de Londres.

En collaboration avec huit autres établissements, l'Université de Bologne organise une licence en études européennes (BAES) et c'est dans ce cadre que j'ai été invité à participer à leur événement, réparti sur deux journées avant Noël, intitulé «l'Union européenne: les défis actuels à l'échelle mondiale et internationale». Les étudiants viennent du monde entier, mais principalement d'Europe, et les enseignements sont assurés en anglais.

Ma première présentation portait sur les enjeux auxquels doit répondre l'UE, tant au niveau intérieur qu'extérieur. Parmi les défis internes, j'ai mis l'accent sur deux domaines en particulier: les migrations et le chômage des jeunes. Sur le plan externe, j'ai mentionné quatre personnalités qui mettent l'Union à rude épreuve: Vladimir Poutine, Benyamin Netanyahu, Xi Jinping et Donald Trump.

Mon opinion selon laquelle l'invasion non provoquée de l'Ukraine par la Russie a contribué aux incertitudes qui pèsent sur l'Union a été largement partagée. Il est encore difficile d'entrevoir une solution facile ou durable tant que Poutine est au pouvoir. Dans toute l'Europe, la solidarité avec la Palestine est forte et, même si personne ne peut approuver les violentes attaques du Hamas qui

ont eu lieu le 7 octobre 2023, les représailles sans précédent des troupes de Benyamin Netanyahu ont pratiquement détruit Gaza et coûté la vie à plus de 100 000 Palestiniens. J'ai répondu qu'il était possible d'être un fervent défenseur de l'État d'Israël mais un ferme opposant à son gouvernement actuel.

La Chine représente un autre type de défi pesant sur la mondialisation: c'est une économie en croissance constante mais qui fonctionne en dehors des nombreuses normes et pratiques acceptées dans l'Union. Dans ce contexte, un grand nombre de produits et de services que nous utilisons au quotidien dépendent maintenant de la Chine, ce qui n'était pas le cas il y a moins d'une génération.

La seconde session a porté sur les futures relations entre le Royaume-Uni et l'Union après le Brexit. Je pense que les Britanniques ont été dupés ou déroutés par le référendum de 2016. «Reprenons le contrôle» a été un slogan percutant pour Nigel Farage, Boris Johnson et

leur campagne de départ, auquel les pro-européens n'ont pas su répondre de manière adéquate.

Après de nombreuses questions pertinentes, j'ai participé à l'évaluation d'une campagne d'affichage réalisée dans le cadre d'un travail scolaire par des élèves qui, répartis en petits groupes, y avaient manifestement consacré beaucoup de temps et d'efforts.

Le professeur Carmelo Danisi et ses collègues ont été d'une extrême bienveillance; leur charme et leur hospitalité ont été sans égal. Bologne est une ville fascinante et j'aurais aimé y rester plus longtemps. Je me rappelle l'avoir visitée, il y a de ça des années, avec l'ancien député européen Renzo Imbeni, qui avait été maire de cette grande ville. Renzo aurait été fier des étudiants d'aujourd'hui: incroyablement bien informés, posant des questions intelligentes et faisant de cet événement une expérience merveilleusement enrichissante.

Robert Evans

PSE, Royaume-Uni (1994-2009)



Des étudiants de l'Université de Bologne assistent à la présentation de Robert Evans.

STAGE SCHUMAN

MISSION À STRASBOURG: LE POINT DE VUE D'UN STAGIAIRE SCHUMAN

Peu avant la fin de mon stage Schuman au Parlement européen, j'ai eu l'occasion de me rendre en mission à Strasbourg en janvier 2026 pour assister à une séance plénière. C'était la première fois que je visitais cette ville historique et j'ai tout de suite compris pourquoi le siège officiel du Parlement européen se trouve ici, à la frontière entre la France et l'Allemagne. Strasbourg est un symbole vivant de la réconciliation et de l'unité de l'Europe. Le charme de la ville, caractérisé par ses maisons à colombages et sa cuisine alsacienne, des délicieuses tartes flambées aux bretzels aux lardons, a rendu cette expérience encore plus mémorable.

Le bâtiment du Parlement européen lui-même en dit déjà long sur les valeurs qu'il représente. Ses deux ailes sont reliées par différents types de ponts, jetant littéralement des ponts, pour ainsi dire. La forme du bâtiment, qui ressemble à celle du Colisée, ainsi que son toit inachevé nous rappellent que l'Union a été créée pour favoriser les échanges, qu'elle reste ouverte à des améliorations et qu'elle ne sera jamais véritablement «achevée».

Dans le paysage géopolitique complexe d'aujourd'hui, ce symbolisme revêt une signification profonde: la force de l'Europe réside dans son unité, son engagement en faveur de la démocratie et sa volonté de défendre ce qui est juste.

Au cours de la séance plénière, plusieurs sujets importants étaient à l'ordre du jour. La souveraineté territoriale du Groenland a notamment été évoquée, tout comme le 40e anniversaire de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'Union. J'ai trouvé très inspirant de voir le roi Felipe VI d'Espagne et le président du Portugal, Marcelo Rebelo de Sousa, s'adresser aux députés au Parlement européen et souligner le pouvoir transformateur de l'intégration européenne. Comme l'a rappelé la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, «l'Europe est toujours un projet en construction... ensemble, nous continuerons de bâtir une Union prête pour les quarante prochaines années». Parmi les autres moments marquants figuraient les discussions sur le Mercosur ainsi que la présentation des priorités de Chypre pour sa prochaine présidence du Conseil de l'Union européenne.

Strasbourg et la séance plénière m'ont permis de mieux comprendre le processus décisionnel de l'Union et m'ont rappelé pourquoi j'apprécie tant cette institution. À titre personnel, ayant la double nationalité belge et française, l'action de l'Union revêt pour moi une signification particulière: elle a rapproché mes deux pays et rendu la coopération européenne concrète dans des domaines qui ont une incidence sur la vie quotidienne.

Tout au long de mon stage Schuman au sein de l'Association des anciens députés du Parlement européen, j'ai également eu l'occasion de contribuer aux activités de communication et de sensibilisation de l'association. En travaillant sur le contenu éditorial et numérique de publications telles que le Bulletin de l'AAD et en soutenant la visibilité d'initiatives telles que le programme «PE au Campus», j'ai pu m'engager dans la mission plus large de l'AAD, qui consiste à maintenir les anciens députés en contact avec la vie publique européenne tout en favorisant le dialogue sur le projet européen avec les universités et les jeunes générations.

Suivre les travaux du Parlement pendant mon stage, à la fois à travers les activités de communication et les initiatives organisées par l'Association des anciens députés, m'a permis de mieux apprécier la continuité entre le travail parlementaire passé et présent. Assister à la session plénière à Strasbourg m'a donc semblé être le prolongement naturel de ce stage, reliant la vie institutionnelle du Parlement à l'héritage et à l'engagement continu de ses anciens députés.

Camille Horemans

Stagiaire à l'AAD (septembre 2025 - février 2026)



Camille Horemans avec le conseil d'administration de l'AAD et le personnel de l'AAD.

ACTIVITÉS - RÉSERVEZ LA DATE

25-27

MARS 2026

Visite de l'AAD à Chypre

En raison de la grave crise qui touche le Moyen-Orient, la visite prévue du 25 au 27 mars pour la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne se déroulera en ligne aux mêmes dates.

1-5

JUIN 2026

Exposition pour le 25e anniversaire de l'AAD

Au Parlement européen (Bruxelles): du 1er au 5 juin, l'exposition se tiendra à la mezzanine Yehudi Menuhin. La cérémonie d'ouverture aura lieu le 2 juin à 16h, avec une prestation de la chorale du Parlement européen.

2

JUIN 2026

Service commémoratif annuel, cocktail et dîner-débat

Au Parlement européen (Bruxelles): à 16h, cérémonie d'ouverture dans l'espace Yehudi Menuhin ; à 17h45, l'AAD rend hommage aux membres et anciens membres décédés au cours de l'année écoulée dans l'hémicycle; cocktail à 18h30, suivi d'un dîner-débat à 19h30.

3

JUIN 2026

Assemblée générale annuelle et déjeuner annuel

Au Parlement européen (Bruxelles): du 9 au 13, Assemblée générale annuelle, débutant par une session spéciale consacrée au 25e anniversaire de l'AAD. Elle sera suivie du déjeuner annuel offert aux membres de l'AAD.

21-23

OCTOBRE 2026

Visite de l'AAD en Irlande

À l'occasion de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne, une délégation de l'AAD se rendra en Irlande du 21 au 23 octobre. Les dates sont encore à confirmer.

ACTUALITÉS DES MEMBRES DE L'AAD

Josianne Cutajar nommée membre du conseil d'administration de l'Agence pour la coopération des régulateurs de l'énergie (ACER) de l'UE.

Josianne Cutajar, membre de l'AAD, a rejoint le conseil d'administration de l'Agence pour la coopération des régulateurs de l'énergie (ACER) de l'Union européenne. Mme Cutajar a été nommée par le Parlement européen à la suite de la fin du mandat de Mme Edit Herczog, membre du conseil d'administration de l'AAD et présidente sortante. Paul Rübzig, membre du conseil d'administration de l'AAD, continue également de siéger au conseil d'administration de l'ACER.

L'AAD félicite Mme Cutajar pour sa nomination et lui souhaite beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions.



AAD AU TRAVAIL

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Klaus
HÄNSCH



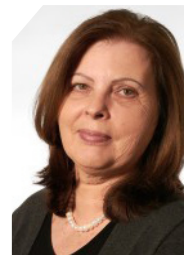
Monica
BALDI



Jean-Pierre
AUDY



Teresa RIERA
MADURELL



Edit
HERCZOG



Michael
HINDLEY



Edward
McMILLAN-
SCOTT



Manuel
PORTO



Godelieve
QUISTHOUDT-
ROWOHL



Paul RÜBIG



Marc ANGEL
*Questeur
responsable
des relations
avec l'AAD*



Fabienne
KELLER
*Questeuse
responsable
des relations
avec l'AAD*

BUREAU DE L'AAD

Président: **Klaus HÄNSCH**

Vice-président: **Monica BALDI**

Trésorier: **Jean-Pierre AUDY**

Secrétaire: **Teresa RIERA MADURELL**

LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de rédaction du Bulletin de l'AAD: Mme Baldi (Chair), M Audy, M Porto, Mme Riera Madurell et M Rübig.

PE au Campus: M Hindley (président), M Porto and Mme Quisthoudt-Rowohl.

Rélations avec la commission des budgets, DG Finance: M Audy et Mme Herczog.

Rélations avec l'administration belge: Mme Herczog.

Archives: Mme Herczog.

Dîner débat: Mme Baldi.

Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres (FP-AP): M Audy et Mme Riera Madurell. Si nécessaire, les membres seront remplacés par Mme Quisthoudt-Rowohl.

Communication de l'AAD: Mme Baldi (présidente) and M Hindley.

Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP: M Audy, Mme Riera Madurell and Mme Quisthoudt-Rowohl.

Outre les délégués AAD ou leurs suppléants et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Conseil d'administration de l'AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.

Rélations avec les associations d'anciens membres hors Europe: Mme Quisthoudt-Rowohl (présidente), M Audy, Mme Baldi et membre de l'AAD à titre consultatif Isabella De Martini.

Séminaire annuel et relations avec les groupes de réflexion, les instituts politiques et les fondations:

Mme Riera Madurell (présidente), Mme Baldi, Mme Quisthoudt-Rowohl et M Rübig.

Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections: M McMillan-Scott (président), M Hindley et Mme Quisthoudt-Rowohl.

Rélations avec la Maison de l'histoire européenne: Mme Herczog et M Hindley.

Rélations avec l'Institut universitaire européen (IUE): Mme Baldi.

Recrutement de l'AAD: M Audy, Mme Riera Madurell et membre de l'AAD à titre consultatif Michel-Angel Scarbonchi.

IN MEMORIAM



Annemarie KUHN

✝ 10 décembre 2025

SOC, PSE, Allemagne (1990-1993, 1993-1999)

Elle a été députée allemande au Parlement européen. Au niveau national, Mme Kuhn a représenté le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*.



Dumitru Gheorghe Mircea COȘEA

✝ 18 décembre 2025

ADLE, ITS, NA, Roumanie (2005-2007, 2007, 2007)

Il a été député roumain au Parlement européen. Au niveau national, M Coșea a représenté le *Partidul Național Liberal*.



Christian ROVSING

✝ 22 décembre 2025

DE, PPE, Danemark (1989-1992, 1992-2009)

Il a été député danois au Parlement européen. Au niveau national, M Rovsing représentait le *Det Konservative Folkeparti*.



Antonio NAVARRO

✝ 31 décembre 2025

DE, PPE, Espagne (1986-1989, 1989-1984)

Il a été député espagnol au Parlement européen. Au niveau national, M Navarro a représenté le *Partido Popular* lors de son dernier mandat.



Dominique BUCCHINI

✝ 2 janvier 2026

COM, France (1981-1984)

Il a été député français au Parlement européen. Au niveau national, M Bucchini a représenté le *Parti communiste français*.

IN MEMORIAM



Robert GOEBBELS

☞ 5 janvier 2026

PSE, SOC, S&D, Luxembourg (1999-2004, 2004-2009, 2009-2014)

Il a été député luxembourgeois au Parlement européen. Au niveau national, M. Goebbels a représenté le *Parti ouvrier socialiste luxembourgeois*.



Colette FLESCHE

☞ 21 janvier 2026

LD, LDR, ELDR, Luxembourg (1979-1985, 1989-1990, 1999-2004)

Elle a été députée luxembourgeoise au Parlement européen. Au niveau national, Mme Flesch a représenté le *Parti démocratique*.



Brian CROWLEY

☞ 23 janvier 2026

RDE, UPE, UEN, ADLE, CRE, Irlande (1994-1995, 1995-1999, 1999-2009, 2009-2014, 2014-2019)

Il a été député irlandais au Parlement européen. Au niveau national, M. Crowley représentait le parti *Fianna Fáil*.



Philippe MORILLON

☞ 29 janvier 2026

PPE, ADLE, France (1999-2004, 2004-2009)

Il a été député français au Parlement européen. Au niveau national, M. Morillon a représenté le *Mouvement Démocrat* lors de son dernier mandat.

L'UE EST-ELLE UN ACTEUR MONDIAL?



© Lucian / Adobe Stock

L'UNION EUROPÉENNE: UN RÔLE D'ENVERGURE MONDIALE

Au terme de plusieurs siècles de prééminence européenne dans le monde – davantage sur le plan économique que sur le plan politique pour ce qui est de la seconde moitié du XXe siècle, la guerre froide oblige –, nous entrons, avec le XXIe siècle, dans un monde bien différent, où émergent de nouvelles puissances. Économiquement parlant, nous sommes bien loin du règne sans partage de la « triade » États-Unis - Europe - Japon depuis que des pays comme la Chine ou l'Inde affichent une croissance insolente.

Ce n'est cependant pas ce choix-là que fait l'Union européenne en s'en tenant à sa ligne habituelle: l'ouverture – exception faite du protectionnisme inhérent à la PAC (et quoique celui-ci tende à s'atténuer de nos jours). Elle applique des droits de douane peu élevés voire nuls, nombre de produits n'étant pas taxés, et défend une politique d'ouverture que viennent étayer plusieurs de ses publications, qu'il s'agisse de la stratégie Europe 2020 (adoptée en 2010) ou de documents parus dans le courant de ces dernières années.

Il en résulte clairement que la voie à suivre est avant tout celle de l'élargissement et de l'approfondissement du marché unique, comme le relève à juste titre le rapport Letta (« Bien plus qu'un marché »), publié en 2024. Il s'agit à l'évidence d'une voie choisie pour servir avant tout les intérêts des citoyens et les activités de l'Union, mais qui profite également aux personnes et aux entreprises des pays tiers, qui peuvent circuler librement dans un espace économique aussi important du moment qu'elles se conforment à des exigences techniques communes. L'euro, monnaie unique de vingt pays, facilite par ailleurs grandement les choses pour qui n'est pas membre de sa zone.

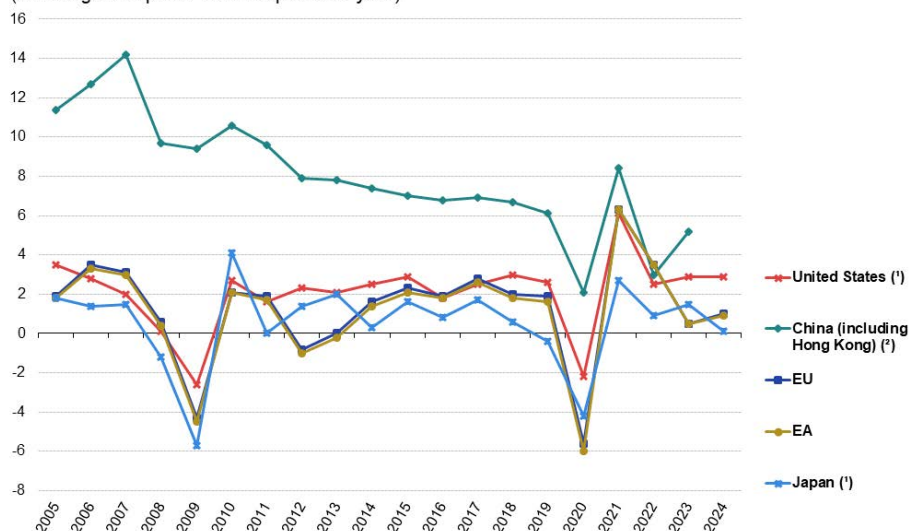
De telles possibilités ne sauraient exister hors du cadre institutionnel commun qui unit les pays de l'Union européenne. Les espaces d'intégration sont des espaces nécessaires au lancement d'initiatives financièrement exigeantes ou porteuses de risques majeurs (le succès du projet Airbus en est un exemple probant) ainsi qu'à la promotion d'une plus grande cohésion sociale et territoriale. En ouvrant de meilleures perspectives, ils offrent la possibilité au reste du monde de tirer bénéfice de leurs réalisations.

Le succès de l'Union européenne à cet égard et ses résultats économiques plus que favorables constituent une incitation à ouvrir d'autres marchés, à créer des espaces d'intégration ou à approfondir ceux existant dans d'autres régions du monde. Nul doute alors que de telles possibilités d'élargissement des horizons économiques de l'Union sauront être profitables à ses citoyens et à son activité économique.

Alors que nous entamons le deuxième quart du XXIe siècle, il nous faut encore relever deux défis majeurs, dont un a trait à la recherche et à l'innovation technologique. En 2000, la stratégie de Lisbonne affirmait son ambition de voir l'Union européenne « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale » tout en respectant l'environnement.

“la voie à suivre est avant tout celle de l'élargissement et de l'approfondissement du marché unique. (...) Il s'agit à l'évidence d'une voie choisie pour servir avant tout les intérêts des citoyens”

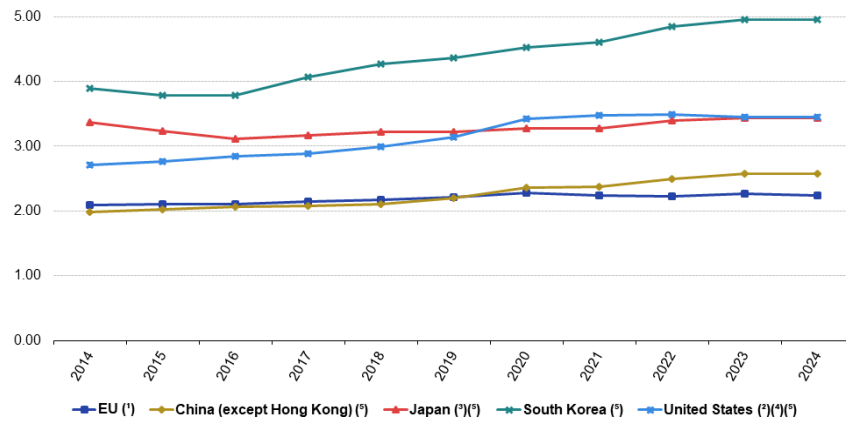
Real GDP rate of change, 2005–24
(% change compared with the previous year)



Note: based on chain linked volumes.
(¹) 2024: estimate.
(²) 2024: not available.
Source: Eurostat (online data codes: naida_10_gdp and nama_10_gdp)

Gross domestic expenditure on R&D, 2014-2024

(%, relative to GDP)



(¹) 2014 to 2024 data: estimates

(²) excludes most or all capital expenditure, definition differs: 2014-2023

(³) 2018: break in series

(⁴) 2015, 2016, 2021 and 2023: break in series

(⁵) 2023 data

Source: Eurostat (online data code: rd_e_gerdot) and OECD database

eurostat

“Les défis qui attendent l’Europe ne sont pas minces, mais le rôle d’envergure mondiale qui est le sien lui donne les armes pour les surmonter, dans son intérêt et celui du monde entier.”

Dépenses intérieures brutes consacrées à la R&D 2014-2024. © Eurostat

En 2010, la stratégie Europe 2020 attirait pour sa part l’attention sur la nécessité d’une «croissance intelligente» et d’une «économie fondée sur la connaissance et l’innovation». C’est pour l’Europe la seule manière de soutenir la concurrence de pays où la main-d’œuvre est moins chère, disposant de réserves de capitaux conséquentes et situés à portée de marchés puissants.

Mais il nous reste encore fort à faire en ce sens, et le rapport Draghi sur l’avenir de la compétitivité européenne (paru en 2024) n’a fait que confirmer le retard que nous accusons sur les États-Unis et la Chine dans le champ de l’innovation.

Un récent tour d’horizon du monde montre combien, au vu des ambitions territoriales affichées par les grandes puissances, il est nécessaire de renforcer le poids politique de l’Europe – à plus forte raison dans le domaine de la défense, où l’Union européenne doit chaque jour tendre vers davantage d’autonomie, comme le rappelaient

à juste titre la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et le président du Conseil, António Costa, le 21 janvier 2026 en séance plénière à Strasbourg.

Les défis qui attendent l’Europe ne sont pas minces, mais le rôle d’envergure mondiale qui est le sien lui donne les armes pour les surmonter, dans son intérêt et celui du monde entier.

Manuel Porto

ELDR, PPE, Portugal
(1994-1996 / 1996-1999)
Professeur de droit à l’Université de Coimbra



Manuel Porto lors d’une séance plénière au Parlement européen à Strasbourg.
© Communautés Européennes 1998 - Source : PE

L'IMPORTANCE DE LA RELATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'UE: UNE PERSPECTIVE DEPUIS WASHINGTON

L'Union européenne n'a jamais été aussi importante. S'il subsistait encore le moindre doute à ce sujet, le Forum économique mondial de Davos 2026 et les événements qui ont suivi les ont dissipés. L'édition de cette année a compté parmi les plus marquantes des 56 ans d'histoire du forum, réunissant près de 3 000 dirigeants venus du monde entier. Bien que placé sous le signe de «l'esprit de dialogue», le forum a sans doute été mieux défini par deux discours opposés, révélateurs des défis auxquels le monde libre est confronté.

Le président Trump a ouvertement rejeté l'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale. Il a remis en cause à tort la souveraineté du Groenland et a minimisé l'importance de notre alliance avec l'OTAN. Il a confondu le Groenland avec l'Islande, a auparavant menacé d'imposer davantage de droits de douane et a réitéré son argument bien connu selon lequel le Groenland devrait appartenir aux États-Unis. Ces déclarations, faites sans le

soutien du peuple américain ni du Congrès, ont provoqué des remous outre-Atlantique et ont fait chuter les marchés américains avant même son discours. Elles ont démontré une chose simple: l'isolationnisme et l'intimidation des alliés nuisent considérablement à la paix et à la prospérité, tant au niveau national qu'international.

Avant son arrivée, le Premier ministre canadien Mark Carney avait prononcé un discours significatif dans lequel il évoquait avec éloquence une «rupture» dans l'ordre mondial et avertissait que l'ordre international fondé sur des règles et conduit par les États-Unis appartenait désormais au passé. Il a appelé à une coopération plus étroite et à des partenariats plus solides entre les puissances moyennes. Celles-ci devraient travailler ensemble pour résister aux pressions économiques et continuer à agir dans le cadre fondé sur les valeurs de l'OTAN. Il s'agit là d'une approche judicieuse, qui devrait offrir à l'Union un cadre solide dans lequel

elle pourra s'appuyer sur ses atouts. Le Canada et les États membres ont déjà renforcé leurs capacités de défense et conclu de nouveaux accords commerciaux. Il a également souligné la «valeur de notre force». Son intervention a été saluée par une ovation.

Au final, après des semaines de provocations, le président Trump a calmé le jeu à Davos avec un discours décousu dans lequel il est revenu sur ses menaces contre le Groenland, acceptant en substance de poursuivre les discussions (pour sauver la face). Ce jour-là, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union, le Premier ministre Carney et les dirigeants politiques américains, qui avaient réaffirmé leur attachement à nos alliés et aux principes de l'OTAN, ont donc eu le dernier mot. Les accords commerciaux conclus entre l'Union et le Canada sans les États-Unis ont par ailleurs été suivis de très près par la presse américaine, alors que de bon nombre des accords commerciaux promis sont encore à venir. Il sera important que l'Union et le Canada se montrent forts et unis afin de maintenir la paix et la prospérité dans le monde en ces temps difficiles. Nous l'avons déjà constaté à travers le soutien massif apporté à l'Ukraine et à l'adhésion récente de nouveaux pays à l'OTAN.

Si cette nouvelle dynamique des puissances moyennes parvient à combler le vide laissé par un isolationnisme américain accru (qui, espérons-le, n'est que temporaire), cela pourrait constituer le moment idéal pour l'Union européenne de tirer parti de ses atouts, comme l'a souligné le Premier ministre Carney. Il existe certes de nombreux défis, que ce soit en Ukraine, dans le domaine commercial ou sur bien d'autres fronts.



Discours de Donald J. Trump lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial 2026. © World Economic Forum

Les désaccords politiques entre les États-Unis, l'Union européenne et d'autres alliés subsistent. Pourtant, la plupart des Américains continuent de penser que l'Union européenne et le Canada sont depuis longtemps nos partenaires les plus fidèles et les plus fiables dans le domaine de la coopération militaire, commerciale et diplomatique, et qu'une rupture ne serait pas dans notre intérêt. Nous voulons travailler ensemble en tant qu'alliés et faire face aux menaces réelles qui pèsent sur les démocraties dans le monde (notamment sous la forme de Vladimir Poutine, mais aussi à travers des phénomènes tels que le terrorisme).

Depuis 80 ans, l'alliance entre l'Europe et les États-Unis garantit la paix et la prospérité à des millions de personnes dans le monde entier. Il convient de rappeler que l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord n'a été invoqué qu'une seule fois, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, lorsque les troupes européennes se sont rangées aux côtés de leurs frères d'armes américains. Les propos désobligeants du président Trump à ce sujet sont blessants, tant pour nous que pour nos alliés européens.

Bien que l'administration Trump et le président lui-même aient souvent mis à mal cette alliance qui nous a tous bien servis, la plupart des Américains et le Congrès continuent de la soutenir. En tant que nation, nous restons déterminés à maintenir et à renforcer nos relations avec nos partenaires de l'Union. Les administrations se succèdent, mais le Congrès, qu'il s'agisse de ses membres actuels ou anciens, devrait être perçu par nos partenaires européens comme une voix constante. Peut-être pas toujours aussi forte qu'elle devrait l'être, mais porteuse d'une vision de long terme.

À une époque où le bipartisme se fait rare au Capitole, le maintien des relations entre les États-Unis et l'Union demeure l'un des rares sujets qui rassemblent démocrates et républicains. C'est en effet notre actuel secrétaire d'État, Marco Rubio, qui, en 2023, a co-rédigé et fait adopter une loi bipartisane avec le sénateur de Virginie Tim Kaine, afin d'empêcher tout président américain de se retirer de l'OTAN sans l'accord du Sénat ou une loi du Congrès.

Lorsque cette loi a été adoptée, le sénateur Kaine a souligné qu'elle envoyait un message fort «aux régimes autoritaires du monde entier, leur indiquant que le monde libre reste uni». Par ailleurs, la plupart des sénateurs actuels ont clairement déclaré que la prise de contrôle du Groenland par les États-Unis n'était absolument pas une priorité et ne serait pas poursuivie.

Nous respectons l'alliance entre les États-Unis et le Danemark, ainsi que celle entre les États-Unis et l'Union. Des membres influents du Congrès républicain, tels que le président de la commission des forces armées du Sénat, Roger Wicker (Mississippi), la présidente de la commission des crédits du Sénat, Susan Collins (Maine), et le membre de la commission des forces armées du Sénat, le sénateur Dan Sullivan (Alaska), ont exprimé leur désapprobation face aux déclarations belliqueuses de l'administration actuelle. Le sénateur Thom Tillis, qui siège à la commission sur la sécurité et la coopération en Europe, a notamment qualifié ces propos de «drame inutile». Plusieurs membres du Congrès ont tenu à se rendre au Danemark et au Groenland afin d'y réaffirmer, en personne, le soutien des États-Unis à leurs alliés.



Barbara Comstock, Présidente de l'Association américaine des anciens membres du Congrès.

Veillons à ce que, quels que soient les défis à venir, nous continuions à trouver des personnes désireuses de préserver et de promouvoir nos partenariats stratégiques durables, fondés sur nos forces et nos valeurs. L'Europe et nos alliés trouveront toujours aux États-Unis et au sein du Congrès américain des partenaires fidèles, engagés en faveur d'un dialogue constructif et respectueux. Dans un monde dangereux, une Amérique isolée n'est en aucun cas synonyme de force: seuls des alliés plus forts garantissent une plus grande sécurité pour nous tous.

Barbara Comstock
Présidente de l'Association américaine des anciens membres du Congrès

LES IMPÉRATIFS DE L'AUTONOMIE

Issue du secteur du charbon et de l'acier, l'Union européenne exerce aujourd'hui un large éventail de fonctions, notamment dans le domaine de la sécurité et de la politique étrangère. Au fil de son développement, elle a relevé chaque nouveau défi en approfondissant les relations intracommunautaires, comme le confirment tous les traités importants. Aujourd'hui, l'Union constitue une entité économique majeure dans le monde, représentant environ 13 à 15% du PIB mondial et environ 15 à 16% du commerce mondial de biens et de services. Elle entretient des relations commerciales de premier plan avec la plupart des pays et fournit une aide au développement, notamment grâce à son régime SPG+ et à ses programmes qui visent à impliquer les ONG, ainsi que les secteurs de l'éducation et de la santé.

L'Union conclut des accords de libre-échange avec de nombreuses régions, comme le Mercosur, et avec des pays importants comme l'Inde, qui représentent ensemble environ un quart du PIB mondial. Avec ses États membres, elle influence considérablement le fonctionnement des institutions financières mondiales, telles que l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international. Même lorsque d'autres puissances se sont retirées, l'Union continue de fournir l'essentiel de l'aide humanitaire mondiale, représentant environ 36% du total mondial. Dans le domaine commercial et économique, elle joue un rôle mondial central et oriente fortement les processus économiques et de développement dans le monde, contribuant à la mise en place d'un système commercial fondé sur des règles.

L'Union s'impose également comme un acteur majeur dans la définition de l'agenda mondial en matière d'action climatique et de financement mondial de la lutte contre le changement climatique afin de soutenir les projets liés au climat dans les pays en développement. La stratégie «Global Gateway», qui vise à stimuler les projets d'infrastructure dans les régions dans le besoin, attire de nombreux acteurs à se tourner vers l'Union pour un avenir meilleur. Des projets tels que le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe multimodal, lancé avec le soutien de l'Union et considéré comme une option à l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie, qui est en proie à l'endettement, ont fait de l'Union un moteur de projets d'importance mondiale.

Ses normes et ses réglementations en matière de protection des données, d'intelligence artificielle, d'environnement et de santé inspirent de nombreux pays à travers le monde. Sur tous ces sujets, l'Union agit non seulement comme un précurseur, mais aussi comme une force motrice. En outre, par ses politiques commerciales et ses dialogues diplomatiques, elle promeut activement la démocratie, les droits de l'homme et les objectifs de développement durable, renforçant ainsi son rôle mondial en tant qu'acteur normatif fondé sur des valeurs. Il ne fait aucun doute que l'image et la position de l'Union en tant qu'acteur mondial continuent de se renforcer.

Toutefois, en matière de sécurité, les observateurs évaluent différemment son rôle selon leurs critères et leurs intérêts. On a longtemps qualifié l'Union de «géant économique, mais nain politique».



Le Premier ministre indien, M. Modi, accueille les présidents Costa et von der Leyen.
© European Union

Pourtant, si l'on définit les caractéristiques générales d'un acteur mondial comme la capacité d'agir de manière à produire des effets perceptibles sur les autres, l'Union répond aujourd'hui à cette définition également dans le domaine stratégique. L'Union est aujourd'hui un acteur majeur dotée de sa propre capacité de déploiement rapide et de sa propre structure de commandement, ainsi que d'un cadre stratégique européen pour l'industrie de la défense. Elle joue un rôle important dans la résolution des conflits dans les Balkans, au Moyen-Orient, en Afrique et dans d'autres régions. Elle ne constitue certes pas une grande puissance dotée d'une force militaire incontestée, capable d'exercer une contrainte au sens traditionnel ou réaliste du terme, à l'instar des États-Unis ou de la Chine. Elle n'en demeure pas moins un acteur avec lequel il faut compter, disposant d'une réelle capacité d'influence sur le cours des événements en situation de conflit, qu'elle exerce notamment par le déploiement crédible de personnel, par son approche caractéristique fondée sur la persuasion et par le recours aux sanctions.

“L'Union constitue un acteur mondial à part entière, non pas au sens attribué aux puissances dominantes comme la Chine ou les États-Unis, mais par sa capacité à orienter les issues en recourant à des sanctions efficaces et légitimes, notamment économiques, en cas de non-respect.”



Le professeur Jayaraj Amin avec Michael Hindley, membre du conseil d'administration de l'AAD, lors d'un événement EP to Campus à l'université de Mangalore en 2019.

Néanmoins, les dissensions internes et la dépendance de longue date à l'égard du bouclier défensif américain ont empêché l'Union de poursuivre sa quête d'autonomie stratégique et de devenir un acteur crédible en matière de sécurité mondiale doté de sa propre force de combat. En externalisant sa sécurité aux États-Unis, son énergie à la Russie et une partie de sa production manufacturière à la Chine, l'Union a accru sa vulnérabilité face aux incertitudes américaines en matière de sécurité, aux pressions énergétiques russes et aux tensions chinoises sur les chaînes d'approvisionnement. À travers les actions du président américain Donald Trump et la guerre en Ukraine, l'Union prend pleinement conscience de la nécessité de renforcer son autonomie stratégique, en particulier dans le domaine de la sécurité, ainsi que de préserver son unité interne.

Ces défis ne diminuent toutefois en rien sa valeur en tant qu'acteur mondial majeur ni son engagement en faveur d'un ordre international fondé sur des règles et des valeurs libérales. L'Union constitue un acteur mondial à part entière, non pas au sens attribué aux puissances dominantes comme la Chine ou les États-Unis, mais par sa capacité à orienter les issues en recourant à des sanctions efficaces et légitimes, notamment économiques, en cas de non-respect. Sa volonté actuelle de se détacher des États-Unis et de la Chine pour se tourner vers des pays partageant des valeurs communes, comme l'Inde, renforcera sa confiance et consolidera son autonomie stratégique au sens propre du terme, lui permettant ainsi d'exercer le rôle qui lui revient dans le monde. Si elle accompagne cette évolution d'un renforcement progressif de ses capacités militaires, plutôt que de son utilisation, le rôle de l'Union en tant que grande puissance mondiale sera incontestable.

Prof. Jayaraj Amin
*Département de sciences politiques,
Université de Mangalore (India)*

EUROPE, L'URGENCE DE NOUVELLES ROUTES DES ECHANGES

La première présidence de Donald TRUMP nous avait sidéré, les débuts de sa seconde présidence nous terrifie. Tout autant par ses décrets de politique intérieure que par ses droits tarifaires mondiaux. Ses décisions traduisent une personnalité niant l'universalisme et la rationalité et une stratégie de domination du monde par la force économique et la peur plutôt que par la raison et le droit.

Il incarne parfaitement la célèbre formule «quand on sait où il va, on ne sait plus où il est et inversement; si on comprend ce qu'il veut, on ne sait pas ce qu'il va faire et quand on comprend ce qu'il fait, on se demande où il va».

Il a engagé la désaméricanisation du monde et l'on devrait sans féliciter si seulement l'on savait où cela va nous conduire.

Comme le soulignait l'essayiste Georges Van Heven «si en chinois le nom Trump signifie argent et en allemand triompher, en vieux français ce serait rusé et dans la bible trompettes».

Mais au lieu de nous lamenter, ne devrions-nous pas nous réjouir?

La crise des tarifs douaniers et le repli militaire des Etats-Unis, pour brutaux qu'ils soient, ne sont-ils pas salutaires pour notre Europe. Une nouvelle chance ne s'offre-t-elle pas à notre continent?

En effet, nous vivions avec l'assurance d'un parapluie nucléaire américain dont le prix était un marché dollarisé.

Cette vassalisation militaire, économique, culturelle, technologique et numérique, subie depuis 1945, ne touche-t-elle pas à sa fin grâce à une Amérique en grande difficulté budgétaire, économique et en grand fracas social et sociétal.

Pour les européens, la secousse est forte mais elle doit, enfin, sonner notre réveil et nous donner un nouvel élan.

Pourquoi ne pas prendre comme exemple la Chine et ses routes de la soie recrées par Xi Jinping, en 2013, en fait «six corridors» visant la Russie, la Turquie, le Pakistan, l'Afrique et l'Europe.

Dans le seul secteur maritime, l'Union européenne en a subi les conséquences avec les prises de participation majoritaires dans les ports du Pirée, en Grèce, d'Anvers en Belgique, de Fos et du Havre, en France, de Valence en Espagne et Hambourg en Allemagne. Ce dernier assurant aujourd'hui 40% du trafic entre l'Europe et l'Asie. Sur 20 grands sites à containers dans le monde, 9 sont chinois.

Et que dire des secteurs automobile, pharmaceutique et de l'acier!

Face au «protectionnisme Trumpien» et à la tenaille mortelle américano-chinoise, n'est-il pas temps pour l'Europe de multiplier ses zones d'influences.

Au-delà du Canada, quatre zones pourraient bénéficier des produits et des investissements européens: l'Inde, l'Amérique du Sud (d'où l'importance du traité du Mercosur), le Moyen Orient et l'Afrique, zones d'échanges auxquelles nous lient des liens anciens.

Prenons l'exemple de l'Afrique où vivent 1,2 milliards d'habitants aux portes de notre Europe.

En janvier 2021 y a été créé la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) qui doit à l'objectif 2036 supprimer, sur ce continent, 90% des droits de douane sur les biens et services échangés entre tous les pays.

Alors qu'attend l'Union européenne pour accélérer ce processus et créer une zone de libre-échange couvrant les deux continents.

Jean Louis Guigou¹ avec la Fondation Afrique-Méditerranée-Europe, suivant l'exemple des «verticales» américaines et asiatiques (ensemble économique d'un même continent) avait anticipé cette évolution.

Union européenne-Union africaine voilà le premier défi à relever, sachant que la Méditerranée et l'Afrique sont des espaces d'échanges naturels. D'autant que les Américains sont, sauf militairement, depuis la mandature de Bill Clinton absent sur ce continent et que Trump vient de supprimer leur seule présence avec la dissolution de l'USAID² (40 milliards de dollars en 2024).

Un traité de coproduction, une Charte de valeurs, une Banque Intercontinentale (BIAME) assurant la sécurité des investissements et la mobilité des capitaux, une instance de coordination (Commission Africano-européenne) représentant les 55 États africains, les 24 États Caraïbes et Pacifique (ACP)³ en association, par traité avec l'Union européenne dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et les 27 États européens soit 106 pays sur les 193 membres que compte l'ONU).

1 Jean Louis Guigou, ancien Directeur de la Datar

2 USAID, Agence des Etats-Unis pour le développement international

3 ACP, Afrique-Caraïbes-Pacifique Accords d'association avec l'Union européenne, dit de accords de Cotonou depuis 2000

Les thématiques prioritaires abordées dans cet espace européen-africain seraient, par exemple, la sécurité alimentaire, la transition énergétique, la santé, l'éducation, les flux migratoires, les infrastructures, la défense et le numérique.

En 2050, il faudra nourrir, loger, vêtir 2,4 milliards d'habitants en Afrique, continent qui au-delà de ses richesses minières et agricoles disposera d'une richesse humaine exceptionnelle avec, parmi sa population 70% des 18-25 ans de la planète terre. Bref, en 2050, il y aura plus de jeunes en Afrique que dans le reste du monde.

N'est-il pas temps pour l'Europe de considérer l'Afrique comme un avenir et non plus comme un boulet migratoire?

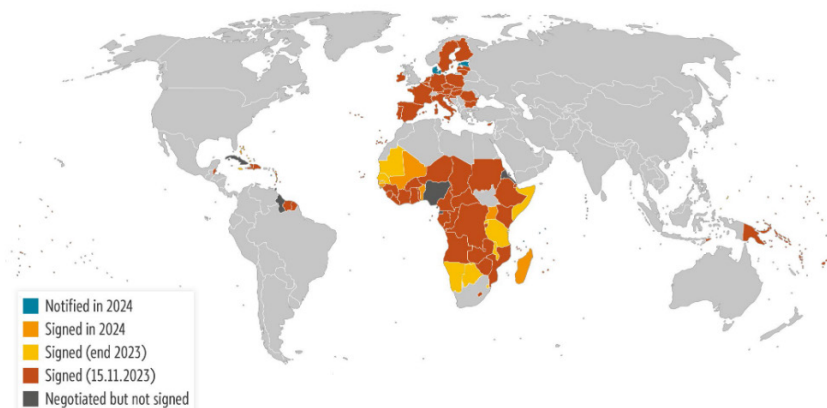
Face au «tango américain» et à l'obligation pour Pékin de trouver de nouveaux débouchés à ses produits en visant notamment le marché européen, l'Europe se doit de créer de nouveaux espaces d'échanges «mutuellement gagnant» pour les différentes parties qui y participeront.

À la Commission et au Parlement de s'emparer de ce dossier sensible.

Soyons enfin audacieux et inventifs! Il n'est que temps.

Michel Scarbonchi

ARE, PSE, GUE/NGL, France
(1997-1999, 2001-2002, 2002-2004)



Data source: Council, 2024; Map by Samy Chahri. Countries that are neither in the EU nor OACPS are shown in grey (see [online interactive version](#)).

Signataires de l'Accord de Samoa (au 13 mai 2024) © European Union, 2014-2025.

“En 2050, il faudra nourrir, loger, vêtir 2,4 milliards d'habitants en Afrique (...) il y aura plus de jeunes en Afrique que dans le reste du monde.

N'est-il pas temps pour l'Europe de considérer l'Afrique comme un avenir et non plus comme un boulet migratoire ? ”



Michel Scarbonchi rencontre Jean Codo, expert en bordereaux de suivi des marchandises. Communautés Européennes 2003

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ DE L'UE

L'UE est-elle un acteur mondial?

Oui, l'Union est bel et bien un acteur mondial. Mais jusqu'où peut-elle peser, et sur quels sujets?

En matière de politique étrangère et de sécurité, l'Union apparaît en effet faible et fragmentée.

Les dirigeants de l'Union ont, à grande peine, tenté de s'imposer dans les pourparlers exploratoires de paix sur l'Ukraine, lancés et menés entre les États-Unis et la Russie, et ont, dans la foulée, eu du mal à engager la construction d'une nouvelle architecture européenne de sécurité.

Avant le déclenchement de la guerre, les États membres de l'OTAN ont passé des semaines à négocier des positions communes.

Au sein de l'OTAN, les États-Unis et l'Europe travaillaient certes étroitement ensemble.

Mais je ne sais rien des discussions menées au sein de l'Union.

En janvier 2022, le président français Emmanuel Macron s'est adressé au Parlement européen. «Ces prochaines semaines doivent nous conduire à faire aboutir une proposition européenne bâtissant un nouvel ordre de sécurité et de stabilité. Nous devons le construire entre Européens, puis le partager avec nos alliés dans le cadre de l'OTAN. Et ensuite, le proposer à la négociation à la Russie», a-t-il affirmé.

Or que s'est-il passé depuis ce discours?

La grande architecture de la sécurité en Europe est en train d'être redessinée, mais pas par les dirigeants de l'Union. L'Union et l'Ukraine ont eu toutes les peines du monde à imposer leurs propres idées et positions à la table des négociations.

Les discussions s'appuient en effet sur des propositions formulées par la Russie et par Trump. Et l'Union reste, pour l'essentiel, spectatrice.

Au début de cette année, à Davos, Volodymyr Zelensky a affirmé: «L'Europe aime parler de l'avenir, mais évite d'agir aujourd'hui.» Le message ne pouvait pas être plus clair. Pendant mes quinze ans de mandat de députée au Parlement européen (2004-2019), j'ai eu l'occasion d'entendre de nombreux discours éclatants.

Mais nous vivons à l'heure de la politique du plus fort. En janvier, le président Trump a annoncé que le droit international ne lui barrerait pas la route, et que seul son sens moral pourrait l'arrêter. L'ordre mondial fondé sur des règles a ainsi été relégué au second plan.

Dans ce monde régi par les rapports de force, le rôle que joue l'Union est faible. L'Union n'est pas en mesure de défendre ses États membres, ni l'Europe. Les pays extérieurs à l'Union financent à hauteur de 80 % la défense de l'OTAN. La Turquie, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada: ces pays ne sont pas des États membres de l'Union.

Or, vingt-huit États membres de l'OTAN sont des pays européens. Environ 600 millions de personnes vivent dans des pays européens membres de l'OTAN, et 450 millions vivent dans des États membres de l'Union. L'OTAN représente davantage l'Europe que ne le fait l'Union.

Alors, quand des dirigeants européens parlent de souveraineté européenne, il faut se demander de quoi il est question: de l'Europe ou de l'Union européenne?

Les dirigeants de l'Union ont tenu de nombreux sommets sur l'Ukraine.

Leurs discours ont fait mouche et ne sont pas restés sans suite. Au fil des mois et des années, le soutien à l'Ukraine s'est renforcé; il faut le reconnaître.

Les pays européens et les institutions de l'Union ont soutenu l'Ukraine à hauteur de 70 milliards d'euros d'aide humanitaire et financière. L'aide militaire a atteint 62 milliards d'euros.

Les États-Unis ont quant à eux fourni 64 milliards d'euros d'aide militaire, mais au total leur soutien reste inférieur à la contribution de l'Europe.

Si l'on rapporte l'aide au PIB de chaque pays, onze pays européens ont donné davantage que les États-Unis. En tête de liste figurent l'Estonie, le Danemark, la Lituanie, la Lettonie, la Finlande, la Suède, la Pologne, les Pays-Bas, la Norvège, la Slovaquie et la Croatie, puis les États-Unis.

Les contributions des États membres de l'Union varient fortement. L'Estonie a consenti un effort à hauteur de 2,20 % de son PIB, l'Allemagne, de 0,44 %, et la France, de 0,18 %. Le soutien des États-Unis paraît impressionnant en dollars et en euros, mais il ne représente que 0,53 % du PIB du pays. Malgré sa petite taille et un endettement élevé, la Finlande y a quant à elle contribué à hauteur de 0,98 % de son PIB.

Mais pourquoi s'attarder autant sur l'aide et le soutien à l'Ukraine? L'Ukraine fait partie de l'Europe et est un futur État membre de l'Union. L'avenir de l'Ukraine reflète dès lors l'avenir, la force ou la faiblesse de l'Union.

L'Union ne peut pas jouer un rôle majeur sur la scène mondiale si elle n'est pas d'abord un acteur solide et fiable en Europe.

Si l'Union adopte des positions fermes en matière de droits de l'homme, son action, sur ce terrain, ne peut pas être qualifiée de cohérente.

Et cela fragilise sa crédibilité.

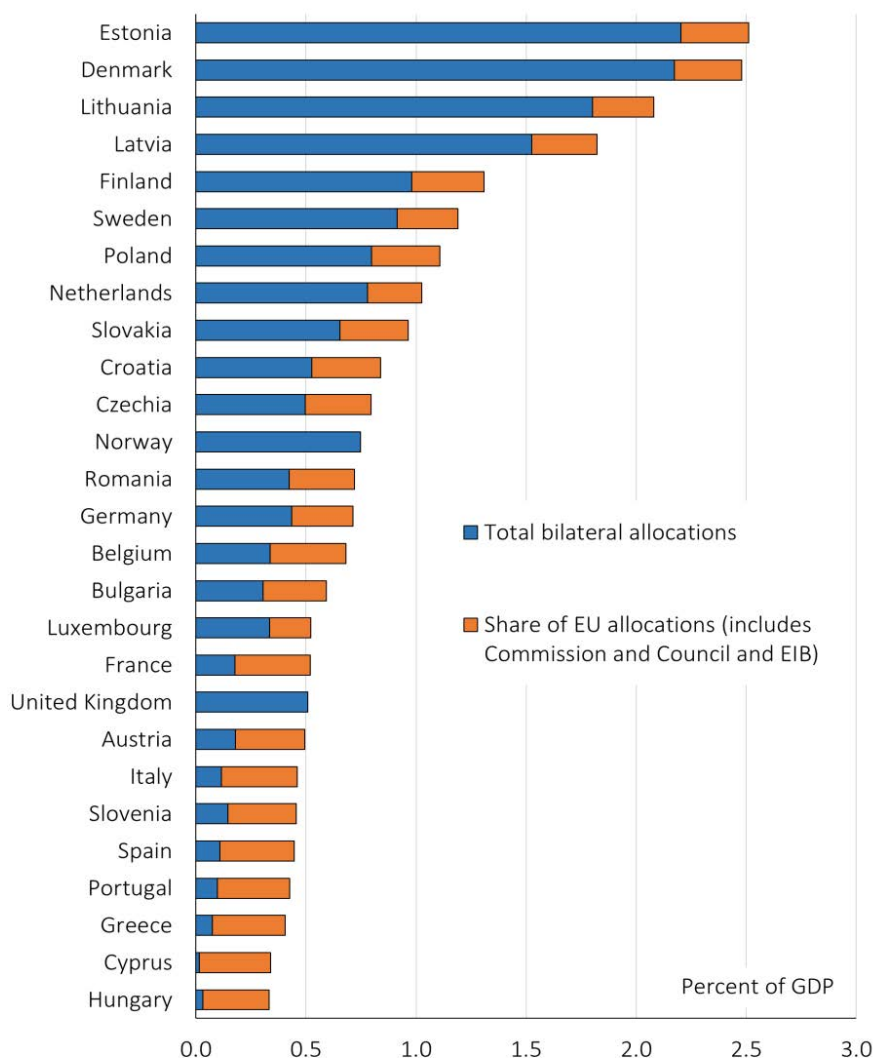
Et qu'en est-il de la politique économique et commerciale? Si l'Europe veut continuer à peser, elle doit retrouver une croissance plus soutenue. Or, l'an dernier, la croissance aux États-Unis a été de 2,5 %. En Chine, elle a atteint 5 % et, en Inde, même 6,5 %. L'Europe a de toute évidence un retard considérable à combler. Il reste en effet encore beaucoup de chemin à parcourir avant que l'Union ne devienne la région la plus compétitive du monde.

L'accord commercial conclu avec l'Inde en janvier et l'accord avec le Mercosur, désormais retardé, sont des succès majeurs. Les négociations ont certes été longues et difficiles. Les États membres de l'Union avaient – et ont encore – des intérêts divergents en matière de politique commerciale, mais ils sont finalement parvenus à un résultat.

La puissance économique de l'Inde s'affirme, le fait d'être parvenus à cet accord à ce moment précis était important. On lisait d'ailleurs toute l'importance de l'enjeu sur le visage de la présidente de la Commission européenne. Je n'avais jamais vu Mme von der Leyen aussi heureuse.

Mais pourquoi donc est-il si difficile d'obtenir des résultats en politique étrangère et de sécurité? La politique commerciale relève de l'Union. La politique étrangère et de sécurité requiert quant à elle l'unanimité.

Si l'Union veut rester, demain, un acteur mondial qui compte, elle devra faire bloc.



Part du PIB allouée à l'Ukraine. © Kiel Institute for the World Economy

Sur les questions de politique étrangère et de sécurité, il est donc temps de passer de l'unanimité au vote à la majorité qualifiée. Ce n'est peut-être pas tout à fait le meilleur moment pour engager ce débat, qui risque de durer pendant des années.

Mais si rien ne change, l'Union restera dans un rôle de figurant et sans influence à l'échelle mondiale.

L'Union ne peut être un acteur mondial que si elle a la volonté et la capacité d'agir de manière unie et sereine.

La coopération entre États souverains demande certes des efforts, et l'unanimité ne peut pas se décréter, pas plus qu'elle ne s'obtient par la contrainte. L'Union européenne et ses États membres doivent dès lors apprendre à trouver un terrain d'entente de manière plus ouverte qu'ils ne le font aujourd'hui. Car l'ouverture est essentielle pour bâtir l'unité et venir à bout des dossiers difficiles.

Anneli Jäätteenmäki
ADLE, Finlande (2004-2019)
Ancien Premier ministre de Finlande

LE PARLEMENT EST-IL UN LÉGISLATEUR MATURE?

Le Parlement jouit aujourd'hui de plus de pouvoirs et d'influence qu'il ne l'admet parfois, et pourrait dans certains cas en user de façon plus mesurée. L'Union fait face à un monde dans lequel l'introspection institutionnelle et les rivalités tournées vers Bruxelles doivent passer après certains essentiels stratégiques. Un Parlement mûr doit faire preuve de discipline dans le dosage de ses pouvoirs, non pas parce qu'ils sont remis en question, mais parce que l'Europe ne dispose plus d'aucune marge d'erreur. Quelle est la place du Parlement en cette période de bouleversements géopolitiques? Quel rôle doit-il jouer dans une Union européenne qui se fraie un chemin dans un monde profondément transformé?

Le pouvoir du Parlement ne s'est jamais limité à ce qu'énonçaient les traités. Il tient en ce que le Parlement a extrait, interprété, normalisé et consolidé au cours d'une trentaine d'années de pratique politique. Le Parlement n'est plus dans sa phase de devenir, il est dans sa phase de responsabilité. Et le pouvoir responsable ne s'exerce pas de la même façon que le pouvoir revendicateur. Cela ne signifie pas que le Parlement doit, à tout moment, s'abstenir d'exercer scrupuleusement les responsabilités qui incombent aux députés en leur qualité de représentants directs des citoyens européens. Cela signifie qu'il doit les exercer de façon mesurée.

“Nous évoluons dans le climat géopolitique le plus instable que l'on ait connu depuis le début des années 1990, et même, en un sens, depuis le début de la guerre froide. La dislocation à laquelle nous assistons a quatre dimensions.”

Nous évoluons dans le climat géopolitique le plus instable que l'on ait connu depuis le début des années 1990, et même, en un sens, depuis le début de la guerre froide. La dislocation à laquelle nous assistons a quatre dimensions.

La première, c'est le contexte stratégique aux frontières de l'Union, qui est le plus tendu qu'elle a connu depuis sa création. Depuis que nous nous sommes engagés dans cette entreprise commune pour l'avenir.

La deuxième, la réorganisation de l'environnement mondial et de l'espace stratégique de l'Europe par la Chine, qui est le principal architecte, à l'échelle mondiale, des dépendances industrielles et technologiques qui resserrent directement la marge de manœuvre de l'Europe.

La troisième, l'imprévisibilité croissante de notre plus grand allié. Les États-Unis restent indispensables à la sécurité de l'Europe, mais ce pays connaît également une transformation intérieure et géopolitique qui redéfinit le contexte dans lequel le Parlement européen légifère.

La quatrième, le fait qu'au XXI^e siècle, l'infrastructure du pouvoir, c'est la technologie. L'Europe est à l'avant-garde mondiale en matière d'innovation réglementaire. Mais la réglementation ne saurait se substituer à la capacité, et c'est précisément là que l'Europe perd du terrain.

Le Parlement européen a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du cadre numérique de l'Union, à juste titre! Il plane toutefois un risque qu'il nous faut nommer: lorsque la réglementation prend le pas sur la compétitivité, l'Union accentue ses dépendances au lieu de les réduire. Les institutions européennes, et en particulier le Parlement européen, se sont faites les championnes de l'épineuse question de la sensibilisation planétaire indispensable à la transition énergétique. Cependant, l'Union européenne a bâti sa stratégie dans un monde qui n'existe plus, et cela a des conséquences dans lesquelles ses politiques continuent de s'enliser. Le Parlement doit s'adapter et rester ambitieux, tout en répandant sa doctrine.

Pour la première fois, le Parlement influence directement, dans certains cas de manière décisive,

la forme que prend la base industrielle de défense de l'Europe. Il a un rôle important à jouer et est devenu un acteur central s'agissant d'orienter le développement des capacités de défense. Toutefois, il faut le dire sans ambiguïté: le déficit de l'Europe en matière de défense ne sera pas comblé au moyen de déclarations institutionnelles, et encore moins d'une concurrence institutionnelle. Il ne peut être comblé que par la passation conjointe de marchés, l'intégration de la demande, la prévisibilité des contrats, qui doivent être pluriannuels, pour l'industrie, l'interopérabilité, et une compréhension commune de la menace.

Le Parlement européen a été le pionnier mondial de la gouvernance numérique. Mais le contexte géopolitique a changé.

L'Europe n'est plus à la pointe des technologies fondamentales, à savoir l'intelligence artificielle, l'infrastructure infonuagique, les plateformes deep tech, les réseaux maillés par satellite ou encore les semiconducteurs. La réglementation demeure essentielle, mais elle ne saurait compenser un manque de capacité. Un Parlement qui surréglemente, ou qui use de son pouvoir réglementaire dans un bras de fer avec les autres institutions, risque d'accroître les dépendances de l'Europe, en particulier à l'égard des États-Unis.

Le Parlement actuel n'est plus l'institution en devenir qu'il était autrefois. C'est un législateur mûr, un protagoniste constitutionnel, et l'incarnation la plus visible de la démocratie européenne. Or, la maturité ne se mesure pas par le pouvoir, mais par la façon dont on l'utilise.

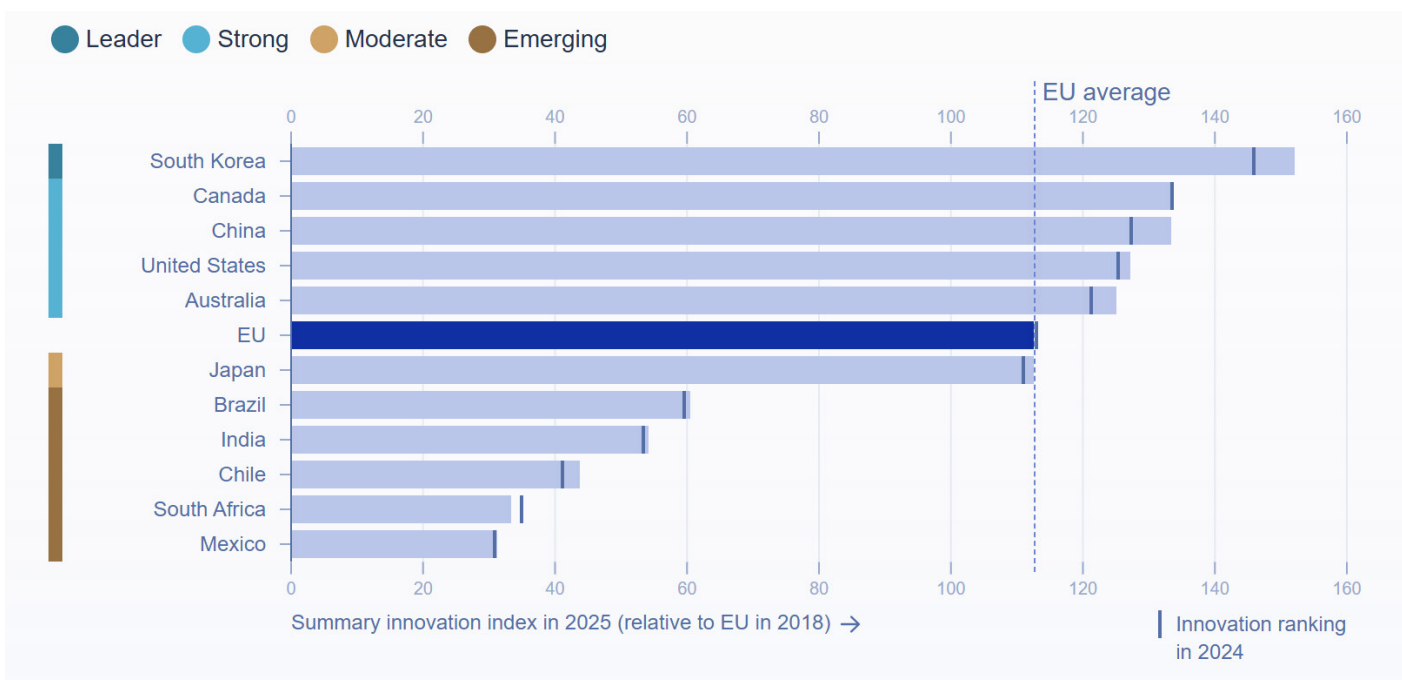
L'Europe entre dans une décennie qui nous mettra à l'épreuve comme nous ne l'avons pas été depuis des générations.

Ana Palacio Vallelersundi

*PPE, Espagne (1994-2002)
Ancien ministre des Affaires étrangères de l'Espagne*



Ana Palacio et Sabine Verheyen, intervenantes lors du séminaire annuel de l'AAD en décembre 2025. © European Union 2025 - Source : EP



Résumé de l'indice d'innovation en 2025 (par rapport à l'UE en 2018). ©Eurostat

L'UNION EST EN MESURE D'AGIR SI ELLE LE VEUT

Récemment, Mario Draghi l'a formulé de façon claire et sans équivoque: l'Europe risque d'être subordonnée, divisée et désindustrialisée, non pas par manque de valeurs mais par manque de puissance. Dans un monde où les États-Unis considèrent ouvertement la fragmentation comme un avantage stratégique et où la Chine instrumentalise les chaînes d'approvisionnement sur le plan politique, la paralysie de l'Union n'est plus un problème abstrait mais constitue un risque pour l'implantation des entreprises et la sécurité.

L'Europe est face à une chance historique: utiliser la crise comme catalyseur. Mais au lieu d'agir, nous nous bloquons nous-mêmes, pas parce qu'il n'y aurait pas de solutions mais parce que nous n'osons pas les mettre en œuvre.

Nous avons tous les deux travaillé dans et pour l'Union pendant plusieurs décennies. Et nous le savons bien: le plus gros mensonge sur l'Union, c'est qu'elle serait «trop lente». En réalité, elle est souvent paralysée par des règles qui sont dépassées depuis longtemps.

Mais il existe un moyen de sortir de l'impasse, sans modifier les traités et sans débats pendant des années. Voilà comment.

LE PROBLÈME: POURQUOI L'UNANIMITÉ PARALYSE L'UNION

Protection du climat: un pays stoppe la prochaine taxe carbone aux frontières alors que 26 États membres l'approuvent.

Justice fiscale: un État bloque l'instauration d'un niveau minimal d'imposition pour les groupes et protège ainsi les paradis fiscaux au lieu de protéger les citoyens européens.

Politique extérieure: des sanctions contre les régimes autocratiques? Seulement si tous les États membres donnent leur accord. Un veto suffit pour tout arrêter.

Jadis, l'unanimité était un mécanisme de sauvegarde. Aujourd'hui, c'est un programme qui nous paralyse. Le monde ne nous attend pas: ni la Chine, ni les États-Unis, ni la crise climatique.

LA SOLUTION: TROIS MOYENS DE CONTOURNER LE DROIT DE VETO

1. La clause passerelle: la sortie de secours légale

Les traités de l'Union permettent déjà de remplacer l'unanimité par des décisions à la majorité si tous les États membres donnent leur accord. Un paradoxe? Pas obligatoirement.

La solution proposée: une coalition de volontaires (par exemple l'Allemagne, les pays du Benelux, la France et les pays nordiques) déclare: Nous renonçons à notre droit de veto en ce qui concerne la politique climatique, fiscale et extérieure, indépendamment de nos prochains gouvernements.

Est-ce que c'est juridiquement possible? Oui. Une loi nationale (par exemple en Allemagne) pourrait engager la République fédérale à ne pas bloquer le processus dans certains domaines définis.

L'avantage: toute personne voulant revenir sur cet engagement devrait expliquer devant un tribunal et publiquement pourquoi elle torpille la capacité d'agir de l'Union.

2. Engagements volontaires des États: «nous ne bloquons plus»

Des pays pourraient conclure des accords bilatéraux: nous nous prononçons toujours pour le vote à la majorité dans un domaine X, même si les traités de l'Union ne le prévoient pas encore.

Exemple: si 20 pays sur 27 le font, une norme de fait est créée. Les sept pays restants ne peuvent plus bloquer l'Union sans s'isoler eux-mêmes.



Cérémonie de signature du traité sur l'Union européenne à Maastricht, le 7 février 1992, qui a introduit la clause passerelle spéciale (environnementale).

© Communautés Européennes 1992 - Source : PE



© John / Adobe Stock

Le précédent: l'Eurogroupe prend déjà des décisions informelles à la majorité. Pourquoi pas d'autres organes?

3. La transparence comme moyen de pression: «celui qui bloque sera nommé»

L'Union ne publie pas qui a empêché quelle décision. Cette situation doit changer.

Notre revendication: un dispositif de surveillance des décisions de l'Union - public, avec noms et motivation.

Si un pays stoppe la prochaine mesure de protection du climat, chaque citoyen doit savoir: c'est ce pays qui l'a empêchée.

L'effet: les coûts politiques augmentent pour ceux qui bloquent systématiquement. Personne ne veut passer pour celui qui freine.

POURQUOI MAINTENANT? LA CHANCE DU MOMENT

La guerre en Ukraine: elle montre que l'Europe peut agir vite (sanctions, aide aux réfugiés, livraisons d'armes) quand elle doit le faire.

Le pacte vert pour l'Europe: la crise climatique n'attend pas. Chaque blocage nous coûte du temps et de l'argent.

La concurrence mondiale: la Chine et les États-Unis prennent leurs décisions respectives à la majorité. Pourquoi pas nous?

Quelqu'un m'a dit un jour: «L'Union, c'est comme une bicyclette: si elle n'avance pas, elle tombe. C'est le moment de commencer à pédaler». (Un commissaire européen dont vous connaissez le nom).

NOTRE APPEL À L'ACTION: CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

En tant que membres de la communauté de l'AAD, en tant que députés au Parlement européen:

Vous connaissez les mécanismes. Utilisez vos réseaux! Parlez à des députés au Parlement européen encore en fonction, à des commissaires, à des parlementaires à l'échelon national. Exigez: «Notre pays doit être le premier à renoncer au droit de veto pour les questions climatiques!

“L'Union n'est pas une construction rigide. Elle est-ce que nous faisons d'elle. Les outils pour que l'Union soit capable d'agir existent; il nous suffit de les utiliser. La question n'est pas de savoir si nous réformons le droit de veto. C'est plutôt: qui fait le premier pas?”

Pour tous les autres: Partagez cet article. Écrivez à vos députés. Et surtout: exigez de votre gouvernement qu'il agisse au lieu de bloquer.

L'Union n'est pas une construction rigide. Elle est-ce que nous faisons d'elle. Les outils pour que l'Union soit capable d'agir existent; il nous suffit de les utiliser. La question n'est pas de savoir si nous réformons le droit de veto. C'est plutôt: qui fait le premier pas? Il est temps de faire passer l'Europe du mode de blocage au mode d'action.

Michael Detjen

S&D, Allemagne (2018-2019)

Rudolf Tillig

Membre du Parti social-démocrate allemand



Association des Anciens Députés au Parlement Européen

Tel.: + 32(0)2 284 07 03
formermembers@europarl.europa.eu

Parlement européen - Bât. József Antall 02Q073
Rue Wiertz, B-1047 Bruxelles.

www.formermembers.eu

Suivez-nous

-  @European Parliament FMA
-  @EuroparlFMA
-  @Europarl_FMA